Sur l'ordre du Maréchal Pilsudski

L'enfer de Brest-Litowsk devant le Sejm polonais · Texte de l'Interpellation · Préface d'Emile Vandervelde

By Order of Marshal Pilsudski

The Hell of Brest-Litowsk before the Polish Sejm · Text of the Interpellation · With a Preface by Emile Vandervelde

Auf Befehl des Marschalls Pilsudski

Die Hölle von Brest-Litowsk vor dem polnischen Sejm · Text der Interpellation · Vorwort von Emile Vandervelde

Na rozkaz Marszałka Piłsudskiego

Piekło Brześcia Litewskiego przed forum Sejmu · Tekst interpelacji · Przedmowa Emila Vandervelde

(SUR PLACE)
FLM. 8° 0059
BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1 653 987

1282276

Sur l'ordre du Maréchal Pilsudski

L'enfer de Brest-Litowsk devant le Sejm polonais · Texte de l'Interpellation · Préface d'Emile Vandervelde

By Order of Marshal Pilsudski

The Hell of Brest-Litowsk before the Polish Sejm · Text of the Interpellation · With a Preface by Emile Vandervelde

BIBLIOTHÈQUE

Auf Befehl des Marschalls Pilsudski

Die Hölle von Brest-Litowsk vor dem polnischen Sejm · Der Text der Interpellation · Vorwort von Emile Vandervelde

Na rozkaz Marszałka Piłsudskiego

Piekło Brześcia Litowskiego przed forum Sejmu · Tekst interpelacji. Przedmowa Emila Vandervelde

Publiée par la Commission d'enquête sur la situation des prisoniers politiques Issued by the Commission of Enquiry into the Conditions of Political Prisoners Herausgegeben von der Kommission zur Untersuchung der Lage der politischen Gefangenen. Wydane przez komisję dla badania położenia więźniów politycznych

ZURICH 1931 · Edition Internationale Ouvrière Socialiste · Published by the Labour and Socialist International · Verlag Sozialistische Arbeiter-Internationale Nakład Międzynarodówki Socjalistycznej

LE TEXTE FRANÇAIS COMMENCE p. 5

Préface 5

Interpellation 9

THE ENGLISH TEXT BEGINS ON p. 19

Preface 19

Interpellation 23

DER DEUTSCHE TEXT BEGINNT p. 33

Vorwort 33

Interpellation 37

POLSKI TEKST ZACZYNA SIĘ p. 47

Przedmowa 47

Interpelacja 51

Préface.

La question des minorités en Pologne est à l'ordre du jour du prochain Conseil de la S. D. N.

Ceux qui ont porté cette question devant la Société des Nations, exposèrent des faits dont l'opinion internationale est depuis longtemps saisie, et dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils engagent gravement la responsabilité d'un gouvernement que le peuple polonais n'a pas mérité, qu'il ne s'est pas donné, qui s'est au contraire, imposé par une série de coups de force à la majorité du peuple polonais lui-même.

C'est Henderson, à cette occasion, qui aura la tâche difficile de diriger les débats, et, sans doute, se dira-t-il, que s'il présidait encore l'Internationale, et si cette même question était posée devant l'Exécutif de celle-ci, il ne se trouverait pas devant des points de vue nationaux opposés, mais devant l'accord de tous les socialistes, des socialistes de Pologne, aussi bien que d'Allemagne, de Russie ou d'Autriche, pour donner à ce problème les solutions d'élémentaire équité conformes à leurs principes communs.

Mais, ce n'est pas la question du droit des minorités seulement, qui se pose à l'heure actuelle en Pologne et que le Conseil ne pourrait éluder sans s'infliger à lui-même une diminution morale: c'est la question du droit de la *majorité*, du droit et des libertés de tout un peuple; qui n'a échappé à la servitude étrangère, que pour tomber sous la botte d'une poignée de politiciens et de militaires, associés pour l'exploitation au profit d'intérêts misérables, des rancunes et des fureurs séniles, d'un mégalomane, acharné à détruire ce que lui-même avait fondé.

C'est à mon retour de Chine que j'ai appris ce qui s'était passé en Pologne, à la veille des élections de novembre, et que j'ai pris connaissance de ce document vengueur: *le texte de l'interpellation présentée, devant ce qui reste du Sejm polonais, par le bloc du parti d'opposition.*

L'histoire des dictatures contemporaines compte des pages plus sanglantes. Elle n'en compte pas, j'ose le dire, de plus ignominieuses.

D'autres ont pu dissoudre des Parlements par la force, chasser à coups de baïonnettes la représentation nationale, livrer à des bandes d'assassins, des adversaires vaincus, mais dont ils continuaient à redouter le prestige.

Il était réservé à un gouvernement qui ose encore se présenter à Genève comme le gouvernement d'un peuple libre, de commettre contre les hommes et les institutions de la démocratie, l'attentat le plus vil, le plus bassement hypocrite et (ce mot seul rend ma pensée tout entière), le plus crapuleux que l'Europe ait connu depuis dix ans!

Lorsque le 16 Décembre dernier, le député, Czapinski, développa son interpellation, le Sejm introuvable, l'assemblée-croupion qui sert de maque à la dictature, essaya, vainement, de faire le silence autour d'elle.

A Paris, à Londres, à Bruxelles aussi bien qu'à Vienne ou à Berlin, dans les groupes parlementaires, comme dans le monde des syndicats et des trade-unions, ce fût, dès qu'arrivèrent les nouvelles de Brest-Litovsk, une clameur unanime d'indignation et de révolte.

Mais ce n'est pas assez que l'on sache que, pour briser ses adversaires, pour étouffer la voix des minorités nationales, pour fausser l'expression légale de la volonté populaire, le gouvernement que M. Zalewski représente à Genève, ait, sous des prétextes menteurs, écarté des listes d'opposition assurées du succès, celle de Daszynski, par exemple, a Cracovie, jetté, pêle-mêle, dans une affreuse prison tous les leaders des fractions opposées à la sienne, livré à ses policiers et à ses gendarmes, avec des centaines de militants plus obscurs, des hommes qui hier encore, exerçaient dans l'Etat, les plus éminentes fonctions.

C'est dans le détail qu'il faut entrer, se sont les faits eux-mêmes qu'il faut connaître, pour savoir à quels excès de brutalité, en même temps que de sadique hypocrisie, les exécuteurs des hautes œuvres du maréchal Pilsudski n'ont pas eu honte de recourir, pour arriver à leurs fins.

Sur ce que l'on a justement appelé les horreurs de Brest-Litovsk, les documents abondent et l I. O. S. se devait de les publier.

Qu'on lise, ou qu'on relise, le texte de l'interpellation au Sejm, les informations, de première main, recueillies par Joseph Saxe, pour le «Peuple» de Bruxelles, la protestation, si émouvante et si courageuse, de 46 professeurs de l'Université de Cracovie, les rapports de Locquin, Président du Comité franco-polonais, qui résidait en Pologne, à l'époque des élections: tous concordent, tous apportent des précisions qui ne laissent aucun doute sur la réalité des faits.

Il est établi que, sur les ordres du Maréchal Pilsudski, quatre vingt huit députés de l'Ancienne Diète ont été, sous de vains prétextes, arrêtes quelques semaines avant les élections;

que vingt d'entr'eux, parmi lesquels des hommes tels que Liebermann, Barlicki, vice-président et président du Parti Socialiste, Witos, l'ancien premier ministre paysan, Korfanty, démocrate-chrétien, l'un des principaux leaders de la lutte pour l'indépendance avant la guerre, Domski, qui représentait la Pologne à Versailles, ont été incarcérés, contre toute légalité, dans la prison militaire de Brest-Litovsk, où ils ont été, pendant deux mois, livrés à de véritables tortures, battus, fouettés, foulés aux pieds, menacés de mort, obligés de vider les latrines, réduits pour se nourrir à manger des choses immondes, tourmentés par des brutes serviles, dont, avec un raffinement de sadisme, les supérieurs, agissant par ordre, stimulaient encore les bas instincts de violence et de cruauté.

Au lendemain des élections, alors que son but était atteint et que de toutes parts s'élevaient des protestations qu'il lui était impossible de négliger, le gouvernement de la dictature s'est décidé à lâcher prise et à libérer la plupart des prisonniers.

Mais il se réserve de les traduire devant l'une ou l'autre de ces juridictions politiques où l'on s'efforcera de justifier, après coup, sinon ces pratiques criminelles, du moins les arrestations qui en ont été le prélude.

Il faut donc que, sans arrêt et sans fléchissement, l'effort pour faire connaître la vérité, toute la vérité se poursuive.

Dans la lettre ouverte qu'ils ont eu le courage d'écrire à leur collègue, le professeur d'économie politique, Krzyzanowski, membre du bloc gouvernemental, les professeurs de Cracovie ont dit:

«Nous avons la profonde conviction que dans ces dernières années, de nombreux évènements ont eu pour effort d'ébranler les bases morales de la vie politique et sociale de la Pologne, et menacent ainsi le développement et jusqu'à l'existence de l'Etat Polonais. La plus inquiétante de cette suite d'évènements est l'affaire de Brest. Cette affaire ne peut pas être sanctionnée par le silence des milieux intellectuels.»

Elle ne peut pas être sanctionnée, non plus, par le silence de ceux qui ont salué la résurrection de la Pologne comme une victoire du droit, et qui n'ont cessé d'avoir, pour elle, la plus sincère et la plus profonde sympathie.

D'autres pourront peut-être, chercher à tirer de ces évènements lamentables, un profit politique, pour des fins particulières.

C'est dans un autre sentiment que le parti socialiste Polonais et le parti socialiste Allemand de Pologne se sont unis pour une protestation commune, et, c'est dans le même sentiment, qu'au nom de l'Internationale, j'ai tenu à me joindre à eux.

Bruxelles, 6 janvier 1931.

Emile Vandervelde.

L'enfer de Brest-Litowsk devant le Sejm

Texte de l'interpellation des députés du groupe parlementaire du parti socialiste polonais (P. P. S.), du groupe parlementaire des députés agrariens (parti agrarien, parti de la libération, parti Piast), du groupe du parti national ouvrier et du groupe des démocrates chrétiens, introduite par le député Czapinski le 16 décembre 1930 à la séance du Sejm.

A Monsieur le Président du Conseil,

concernant l'arrestation illégale des anciens députés, leur détention à la prison militaire de Brest sur le Bug (Brest-Litovsk), et le traitement qu'ils y ont subi, contraire non seulement aux dispositions légales en vigueur, mais aussi à l'honneur et à la dignité humaine.

I.

Dans la nuit du 9 au 10 septembre, la police d'Etat et la gendarmerie militaire ont arrêté les citoyens suivants:

1. Norbert *Barlicki*, ancien député au Sejm, ancien membre du Conseil de la Défense nationale et de la délégation à la Conférence de la paix avec la Russie des Soviets, président du Comité central exécutif du Parti socialiste polonais;
2. Kasimir *Baginski*, ancien député au Sejm, membre des organisations militaires, officier de l'armée polonaise, décoré de l'ordre «Virtuti Militari»;
3. Adam *Ciolkosz*, ancien député au Sejm, militant actif du P. P. S. à Tarnow;
4. Wladimir *Celewicz*, ancien député au Sejm;

5. Alexander *Debski*, ancien député au Sejm, ancien voïévode et membre connu du Parti national-démocrate;
6. Stanislaus *Dubois*, ancien député au Sejm, membre de la rédaction du «Robotnik», militant des organisations de jeunesse;
7. Dr Wladislaw *Kiernik*, ancien député au Sejm, ancien ministre de l'Intérieur et membre de la délégation à la Conférence de la paix avec la Russie des Soviets;
8. Jan *Kwiatkowski*, ancien député au Sejm;
9. Osyp *Kohut*, ancien député au Sejm;
10. Dr Hermann *Liebermann*, ancien député au Sejm, défenseur des légionnaires dans le procès célèbre de Marmaros-Sziget, procureur du Sejm lors de la mise en accusation du ministre Czechowicz devant le Tribunal d'Etat;
11. Jan *Leszczynski*, ancien député au Sejm;
12. Mieczyslaw *Mastek*, ancien député au Sejm, vice-président du syndicat des cheminots;
13. Dr Joseph *Putek*, ancien député au Sejm, personnalité politique agrarienne;
14. Dr Adam *Pragier*, ancien député au Sejm, professeur à l'Université libre, spécialiste connu de la politique sociale;
15. Karol *Popiel*, député au Sejm jusqu'en 1928, militant connu du Parti national ouvrier;
16. Dymitr *Palijew*, ancien député au Sejm;
17. Adolf *Sawicki*, ancien député au Sejm;
18. Alexander *Wislocki*, ancien député au Sejm;
19. Wincenty *Witos*, ancien député au Sejm, deux fois président du Conseil des ministres polonais, membre du Conseil de la Défense nationale, chef du Parti paysan Piast;

enfin, le 26 septembre 1930, après la dissolution du Sejm silésien:

20. Wojciech (Adalbert) *Korfanty*, ancien député au Sejm, personnalité politique nationale connue du territoire anciennement prussien, ancien vice-président du Conseil — arrêté dans sa maison à Kattowitz;

on joignit aux prisonniers:

21. *Bacmaga*, ancien député au Sejm, membre du Parti gouvernemental, livré par le Sejm, à la demande du ministère public et avec son propre consentement, sous l'inculpation de détournements et d'abus de confiance.

Cette arrestation avait déjà été décidée par le gouvernement longtemps auparavant, ainsi qu'il ressort de l'interview du maréchal Pilsudski, le 14 septembre 1930, dans laquelle il déclarait faire réunir les cas examinés par le ministère public; ceci ressort également du fait que quelques jours déjà avant l'arrestation, l'ordre avait été donné de remettre en état les cellules de la prison de Brest-Litovsk, et que M. Kostek Biernacki, colonel du 38e régiment d'infanterie à Przemysl, avait été déplacé et envoyé

à Brest-Litovsk pour y commander la forteresse. Les autorités qui ont entrepris cette arrestation avaient donc eu le temps et la possibilité de s'adresser pour cette affaire aux autorités judiciaires compétentes et d'obtenir d'elles les mandats d'arrêt.

Cependant, l'arrestation a été effectuée sans mandat d'arrêt, uniquement sur un ordre écrit du ministre de l'intérieur Skladkovski, établi sans indication de date ni de motifs.

Ce mode d'arrestation, contraire aux dispositions en vigueur de la procédure pénale, constitue une violation flagrante du droit par le gouvernement en fonctions à ce moment.

II.

Les personnes arrêtées de façon aussi insolite furent emmenées par la police d'Etat et la gendarmerie militaire en voiture fermée et dans une direction inconnue. Pendant tout le parcours, elles furent injuriées et menacées. Après la ville de Siedlce, le Dr H. Liebermann fut roué de coups par les policiers et les gendarmes de l'escorte, jusqu'à ce qu'il s'évanouît. A un certain moment, le commissaire de police qui accompagnait le convoi, fit arrêter l'auto et ordonna à Liebermann d'en descendre; après un moment, un gendarme lui commanda de se rendre dans le bois, où le commissaire de police l'attendait. *Prévoyant un piège, Liebermann refusa de marcher et fut poussé à coups de crosse par les gendarmes.* Lorsqu'il arriva dans le bois devant le commissaire, celui-ci le reçut par ces mots: «Pourquoi, canaille, ne viens-tu pas quand je t'appelle?» et *le frappa par deux fois sur la nuque*, de sorte que le tendon en fut endommagé. Par suite de ces coups, Liebermann tomba à terre; *on lui enveloppa la tête* de son propre manteau; un homme de l'escorte s'assit sur sa tête, *les habits lui furent arrachés du corps*, et, avec des insultes et des cris de: *«tu oses accuser Czechovicz, tu oses élever la voix contre M. le Maréchal!»*, il fut battu jusqu'à perte de connaissance; il reçut ainsi plus de vingt blessures sanglantes, ainsi que l'a constaté plus tard son compagnon de cellule, l'ancien député Karol Popiel. Après ce traitement, H. Liebermann ne revint à lui qu'en *cours de route*, pendant que deux hommes de l'escorte le traînaient pour le ramener vers l'auto.

III.

Les personnes arrêtées furent *illégalement* enfermées dans la prison militaire de Brest-Litovsk, qui relève des autorités militaires et particulièrement du colonel *Kostek Biernacki*, qui

y fut spécialement envoyé à cette occasion — et ceci, bien que tous fussent des civils qui étaient l'objet de poursuites pénales sur l'ordre des autorités civiles. Enfermés ainsi dans une forteresse militaire, à l'encontre des lois en vigueur, les détenus furent soumis à l'autorité militaire et particulièrement aux ordres du *colonel Biernacki;* ils furent ainsi soustraits à la juridiction des autorités judiciaires *compétentes*, bien que la loi prévoie expressément que les prisons de toute sorte et les prisonniers civils *dépendent du ministre de la justice* (Ordonnance du Président de la République du 17 mars 1928, Journal des Lois 29/28), tandis que les prisons militaires ne sont destinées qu'à la détention des personnes relevant de la juridiction militaire (Ordre du Ministère de la Guerre du 29 octobre 1919, N° 4996/19).

Cette immixtion illégale des autorités militaires s'est également étendue à la conduite de l'instruction. Lorsque le 11 septembre 1930, H. Liebermann fut cité devant le juge d'instruction, à côté de ce dernier se trouvaient le *colonel Kostek Biernacki*, quelques officiers et le procureur Michalowski. Après avoir répondu aux questions d'ordre général et avoir déclaré qu'il ne se sentait pas coupable, *H. Liebermann* demanda de quelle manière il avait pu commettre un crime; il reçut du juge d'instruction la réponse: *«En préparant le congrès du Centrolew, qui devait renverser le gouvernement par la violence.»* Alors les questions et réponses suivantes furent échangées entre le détenu et le juge d'instruction: «Quel est le parquet qui m'accuse de cet acte?» — «Celui de Varsovie.» — «Pourquoi suis-je donc à Brest, dans la prison militaire?» — *«Je ne sais pas, ce n'est pas mon affaire.»* — «Et que dois-je faire pour pouvoir communiquer avec le juge ou le procureur général?» — «Vous adresserez une requête au procureur général.» Le colonel Kostek Biernacki intervint alors: *«Je dois rectifier cette affirmation — pas de requête — vous aurez à vous annoncer au rapport.»* Cette déclaration, *contraire* à la procédure pénale, a été *admise sans protestation* aussi bien par le juge d'instruction que par le procureur. Les détenus furent complètement isolés du reste du monde, d'une manière jusque-là inconnue à la pratique judiciaire, et *aucune communication* ne leur fut permise, non seulement avec leurs défenseurs, mais même avec les membres les plus proches de leur famille, bien que, aussi bien Liebermann que Korfanty, *se sentant proches de la mort*, en aient demandé l'autorisation. Il est difficile de comprendre quels sont les motifs qui ont dicté cet isolement, surtout maintenant, après que les détenus ont été libérés sous caution, sans que l'on ait craint qu'ils puissent influencer les témoins ou effacer les traces de

leur «forfait». Il faut donc admettre que cet isolement a été dicté par d'*autres motifs* que ceux des nécessités de l'instruction, d'autant plus que le juge d'instruction a déclaré aux parents des accusés qui sont intervenus, que sous ce rapport, la décision *ne dépendait pas de lui.*

IV.

Le *règlement militaire* le plus rigoureux, qui n'est *même pas employé à l'égard des déserteurs*, fut appliqué aux détenus. Les dispositions du règlement intérieur, d'une rigueur inouïe, qui leur ont été illégalement appliquées, bien que tous fussent des civils, furent en pratique encore *aggravées* par les officiers et les gendarmes affectés à la surveillance de la prison.

Des hommes qui, dans la vie publique polonaise, occupent de hautes positions, ont été tutoyés par les gendarmes comme par les officiers, couverts des injures les plus vulgaires et employés aux travaux les plus grossiers et les plus pénibles. *Witos*, ancien président du conseil des ministres polonais, le Dr *Liebermann*, le défenseur des légionnaires, député depuis de longues années et lieutenant-colonel de réserve, le Dr *Pragier*, professeur à l'Université libre, *furent contraints, sous la surveillance de soldats, de nettoyer avec un chiffon ou avec un petit balai à manche court, donc presque avec leurs seules mains, les lieux d'aisance et de laver les planchers et les corridors; à ces travaux inaccoutumés, ils étaient saisis d'évanouissements.* Une fois, *Liebermann* fut pris ainsi d'une violente crise cardiaque et ne put être ramené dans la salle qu'avec l'aide de son compagnon de souffrance *Witos*. Les détenus *n'étaient pas autorisés* à prendre des bains, et ce n'est qu'exceptionnellement, après annonce préalable au rapport, qu'il leur était permis de prendre un bain de pieds.

Jusqu'au 9 novembre, les détenus ont reçu une nourriture *spécialement calculée pour les affamer*, et qui n'était conforme à aucune prescription ni à aucun usage. Le juge d'instruction *refusait aux membres de leurs familles la permission d'envoyer des aliments, et motivait cette interdiction en déclarant que les rations que les détenus recevaient étaient suffisantes.*

V.

Pour la plus légère infraction au règlement de la prison ou pour le moindre manquement à l'égard du personnel de surveillance, *des peines disciplinaires inhumaines* étaient appli-

quées aux détenus: les cellules obscures, dans lesquelles ils étaient isolés les uns des autres, *sans même disposer d'un récipient pour les besoins urgents* — le sommeil à la dure, pour lequel on leur *enlevait le sac de paille* et ne leur laissait que les bois de lit démontés —, enfin le jeûne, pendant lequel ils ne recevaient *qu'un peu de pain et d'eau chaude salée.*

Une fois par semaine environ, on faisait une inspection, bien que les détenus n'eussent aucune possibilité de communiquer entre eux ou avec le monde extérieur et *qu'ils ne pussent donc pas être soupçonnés* de se trouver en possession d'objets interdits. Ces inspections, effectuées pendant la nuit, n'étaient donc qu'un des moyens employés *pour les briser et pour jouir de leurs souffrances.* Dans ce but, *ils étaient conduits dans une salle à demi-obscure, déshabillés complètement et contraints de rester pieds nus sur le sol froid, sous les moqueries et les insultes des surveillants effectuant l'inspection.*

VI.

Mais ce qu'il y avait de plus terrible, c'étaient *les tortures morales et physiques*, d'un *raffinement* de cruauté inouï.

Dans la nuit du 9 au 10 octobre 1930, *le surveillant conduisit l'ancien député Karol Popiel,* à travers le corridor éclairé, au greffe, derrière lequel se trouvait une pièce obscure et vide. A la porte se tenait un capitaine du Département de l'Armement du Ministère de la Guerre. Lorsque, sur l'ordre du capitaine, *Popiel* passa le seuil de cette pièce obscure, *il fut saisi par plusieurs mains. Un gendarme le prit par la tête, un autre par les pieds, et il fut ainsi projeté sur une table. Un linge humide lui fut jeté sur les reins, et, comme il criait: «Craignez Dieu!», il reçut le premier coup avec un instrument en métal, probablement une pièce de fusil, et entendit les mots: «voilà pour Sikorski, voilà pour Zymirski». Il reçut au moins une trentaine de coups pareils. Pendant la bastonnade, il s'évanouit, et comme il reprenait connaissance pour un moment, il entendit encore compter «vingt-cinq» et ensuite, après quelques secondes, l'ordre «halte» — la bastonnade fut alors interrompue. Le capitaine présent à cette exécution dit à la victime: «Sois heureux que ce n'était que si peu; la prochaine fois, le maréchal Pilsudski ordonnera de t'envoyer une balle dans la tête».*

Popiel, après avoir été ainsi torturé, — il dut vraiment passer par les verges — fut conduit dans la cave, *où il resta enfermé quelques jours.* Au supplice de Popiel, était présent le capitaine

Mieczyslaw Kedzierski. En outre, le major *Edward Gorczynski*, des anciens détachements de chasseurs entra aussi dans la cellule, où *Popiel* fut jeté.

Baginski et *Korfanty* furent maltraités et torturés de pareille manière; en outre le Dr Putek et Barlicki furent cruellement malmenés par les gendarmes, l'ancien député ukrainien *Kohut* fut, ainsi que d'autres détenus, frappé au visage d'une manière barbare.

Et cette énumération *n'épuise pas* la liste de toutes les victimes de la barbarie du personnel militaire de surveillance.

Pendant les tortures, *on mettait en général en marche un moteur, afin de couvrir les cris et les plaintes des victimes.* Ce devint même la règle, de telle sorte que le bruit du moteur était pour les détenus le signe qu'un des leurs subissait de nouveau des traitements odieux.

VII.

A côté de ces tortures physiques, les détenus furent encore soumis à de cruelles tortures morales. Complètement isolés du reste du monde, ne sachant pas ce qui se passait dans le pays, ignorant dans les mains de qui ils se trouvaient, et quel était le sort qui les attendait — *les détenus étaient constamment dans une angoisse mortelle.* Le colonel *Biernacki* déclarait au Dr *Pragier: «Vous avez offensé mon supérieur; c'est comme si vous m'aviez offensé moi-même; je pourrais vous faire fusiller ici contre ce mur, que personne ne me dirait rien».* Ce même colonel s'est exprimé d'une manière analogue en disant au Dr *Liebermann* «que tous les détenus dépendent du maréchal Pilsudski, et que seul un ordre du maréchal peut décider de leur sort». Un officier, dont le nom n'est pas connu, dit à *Liebermann: «Le sort des détenus dépend exclusivement d'une décision du maréchal Pilsudski; s'il ordonne de les tuer, ils seront tués, s'il ordonne de les mutiler, ils seront mutilés.» Au député Barlicki, le colonel Biernacki disait: «Vous avez tellement outragé le maréchal Pilsudski que vous n'avez rien à attendre des tribunaux. Le droit est bien le droit, mais vous avez vraiment trop outragé le maréchal.»*

Pour maintenir le souvenir de ces menaces dans l'esprit des détenus, *on procédait à la mise en scène d'exécutions fictives.* Ainsi, dans les premiers jours d'octobre 1930, un officier vint dans la cellule où le Dr Liebermann et Popiel étaient enfermés, leur ordonna: «Mettez vos manteaux», et leur commanda de

le suivre. A la question de *Popiel*, qui demandait s'il pouvait emporter du pain, *l'officier répondit: «Vous n'aurez plus besoin de rien» en accompagnant ces mots d'un geste significatif. Les deux détenus* furent conduits dans la cellule dans laquelle avaient lieu régulièrement les inspections. La cellule était vide, la paillasse avait été enlevée du lit, et de la paille avait été répandue sur le sol. Liebermann et Popiel étaient convaincus qu'ils allaient être exécutés. Un moment après, ils entendirent du bruit et des pas dans la cellule voisine, un commandement à haute voix: *«Face au mur» et deux détonations sèches, semblables à des coups de fusil.* Dans une angoisse mortelle, ils attendirent que vînt leur tour. Après un temps assez long, on ouvrit leur cellule lentement. Trois hommes et un officier entrèrent. La même voix retentit: *«Face au mur»;* ils attendaient les détonations. Mais cela ne se termina que par une inspection.

VIII.

Pour appliquer ces tortures et en surveiller l'exécution, on se servit *d'officiers de l'armée polonaise*, qui furent détachés de leurs garnisons et envoyés spécialement à cet effet à *Brest.* Ainsi furent détachés:

1. le colonel Kostek *Biernacki*, commandant le 38e régiment d'infanterie à Przemysl;
2. le lieutenant-colonel *Ryszanek*, de l'Ecole supérieure de Guerre;
3. le major Edward *Gorczynski*, du Service de liaison;
4. le major des sapeurs Stanislaw *Perko*, commandant en second de l'Ecole d'officiers de réserve à Modlin (Ivangorod);
5. le capitaine *Majta*, du 20e régiment d'artillerie de campagne;
6. le capitaine Mieczyslaw *Kedzierski*, du Département de l'Armement du Ministère de la Guerre.

Par l'arrestation illégale des prisonniers, décrite plus haut, par l'application illégale à leur égard — en tant que civils — de la discipline militaire, par leur détention contrairement à la loi dans une prison militaire, par le traitement qu'ils y ont subi, et qui a été décrit plus haut, et par les tortures inhumaines qui leur ont été infligées, par le fait enfin que des officiers de l'armée polonaise ont été employés dans ce but, — le gouvernement alors au pouvoir a non seulement violé les lois en vigueur, mais aussi foulé aux pieds l'honneur et la dignité de l'Etat et de la nation polonaise.

Les soussignés demandent donc:

1. Ce que compte faire M. le Président du Conseil pour faire traduire en justice les coupables et leur faire infliger la peine méritée?
2. Quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour éviter à l'avenir pareille violation du droit à l'égard de citoyens?

Varsovie, le 16 décembre 1930.

Preface.

The question of the minorities in Poland is on the agenda of the next meeting of the Council of the League of Nations.

Those who brought this question before the League of Nations set forth facts of which international public opinion has been aware for some time past, and of which the least one can say is that they seriously involve the responsibility of a Government which the Polish people has not deserved, which it has not given itself, but which has on the contrary imposed itself upon the majority of the Polish people by a series of *coups de force*.

It is Henderson on this occasion who will have the difficult task of presiding over the discussions, and he would no doubt say that if he were still presiding over the International, and the same question were placed before its Executive, he would not find himself faced by opposing national points of view but by the agreement of all the Socialists, the Socialists of Poland, as well as of Germany, Russia and Austria, that this problem should be solved in accordance with elementary justice in conformity with their common principles.

But it is not the question of the rights of the minority alone which presents itself at the present moment in Poland and which the Council could not avoid without weakening itself morally: it is the question of the rights of the *majority*, of the rights and liberties of a whole people, which has escaped foreign servitude only to fall under the heel of a handful of politicians and soldiers, associated in order to exploit, for the benefit of miserable interests, the senile rancours and furies of a megalomaniac who is intent upon destroying what he himself founded.

On my return from China I learned of what was happening in Poland on the eve of the November elections and became acquainted with this avenging document — *the text of the interpellation presented to what remains of the Polish Sejm by the block of the opposition parties.*

The history of the contemporary dictatorships contains pages that are more bloody. I venture to say that it does not contain any more ignominious.

Others have been able to dissolve Parliaments by force, to drive out the national representative body with bayonets, to deliver over to bands of assassins opponents who had been defeated but whose prestige they continued to fear.

It was reserved for a Government which still dares to present itself at Geneva as the Government of a free people to commit against the men and institutions of the democracy the vilest, most despicably hypocritical and (this word alone conveys the whole of my thought) most vicious outrage that Europe has known for ten years past!

When on the 16th December last, Deputy Czapinski developed his interpellation, the unmatchable Sejm, the Rump Parliament which serves as a mask for the dictatorship, vainly attempted to create silence around it.

In Paris, London and Brussels, as well as in Vienna and Berlin, in the Parliamentary groups, as in the trade union world, there was a unanimous clamour of indignation and revulsion when the news of Brest-Litovsk arrived.

But it is not enough for the fact to be known that in order to break its adversaries, to stifle the voice of the national minorities, to falsify the legal expression of the popular will, the Government which M. Zalewski represents at Geneva, cancelled under lying pretexts opposition lists which were assured of success, that of Daszynski for example at Cracow, threw pell-mell into a frightful prison all the leaders of the Parliamentary groups opposed to its own, delivered over to its police and gendarmes, with hundreds of more obscure militants, men who only a few days ago were exercising the highest functions in the State.

It is necessary to go into the details, it is necessary to know the facts themselves, in order to see the excesses of brutality, as well as of sadistic hypocrisy, to which Marshal Pilsudski's henchmen did not shame to have recourse in order to arrive at their ends.

Documents abound on what has been justly called the horrors of Brest-Litovsk, and the L. S. I. owed it to itself to publish them.

Read and re-read the text of the interpellation in the Sejm, the first-hand information collected by Joseph Saxe for the Brussels "Peuple", the moving and courageous protest of the 46 Professors of the University of Cracow, the reports of Locquin, President of the Franco-Polish Committee, who was in Poland at the time of the elections: they are all in agreement,

they all produce details which leave no doubt as to the truth of the facts.

It is established that on the orders of Marshal Pilsudski 88 deputies of the old Sejm were arrested under vain pretexts some weeks before the elections; that 20 of them, including men like Liebermann and Barlicki, Vice-President and President of the Socialist Party, Witos, the former Peasant Prime Minister, Korfanty, a Christian Democrat and one of the principal leaders in the struggle for independence before the War, Domski, who represented Poland at Versailles, were incarcerated contrary to the law in the military prison of Brest-Litovsk, where for two months they were submitted to veritable tortures, beaten, flogged, trampled under foot, threatened with death, obliged to clean the latrines, reduced to eating unclean things in order to live, tormented by servile brutes, whose base instincts of violence and cruelty were still further stimulated with a refinement of sadism by their superiors, acting under orders.

On the morrow of the elections, when its aim was achieved and protests which it could not possibly neglect were being raised in all quarters, the Government of the dictatorship decided to let go its hold and set most of the prisoners free.

But it reserves the right to bring them before one or other of the political courts where an attempt will be made to justify after the event, if not these criminal practices at least the arrests which were the prelude to them.

It is therefore necessary that the effort to make known the truth, the whole truth, should be pursued unceasingly and without giving way.

In the open letter which they had the courage to write to their colleague, Krzyzanowski, Professor of Political Economy and Member of the Government Block, the Cracow Professors said:—

"We are deeply convinced that many events of recent years shake the moral foundations of the social and political life of Poland and thereby threaten the development and as a further consequence the very existence of the Polish realm. Among these events the affair of Brest is the most threatening. The occurrence in Brest cannot be sanctioned by the silence of the thinking social classes."

Neither can it be sanctioned by the silence of those who welcomed the resurrection of Poland as a victory for right, and who have never ceased to have the sincerest and most profound sympathy for her.

Others will perhaps be able to attempt to derive political profit for their own ends from these lamentable events.

It is in quite another sentiment that the Polish Socialist Party and the German Socialist Party in Poland have united in a common protest, and it is in the same sentiment that I have joined with them in the name of the International.

Brussels, 6th January 1931.

Emile Vandervelde.

The Hell of Brest-Litowsk before the Polish Sejm

Full translation of the interpellation put by Deputy Czapinski in the session of the Sejm on the 16th December 1930, on behalf of the Deputies of the Parliamentary Union of the Polish Socialist Party, the Parliamentary Group of Peasant Deputies, the Parliamentary Group of the National Labour Party and the Christian Democrats.

To the Prime Minister

in the matter of the illegal arrest of the former deputies, their accommodation in the military prison of Brest on Bug (Brest-Litowsk) and their treatment there, which is contrary not only to the legal provisions in force but also to honour and human dignity.

I.

During the night of the 9th to 10th September the following civilians were arrested by the State police and the military gendarmerie:—

(1) Norbert *Barlicki*, former Member of the Sejm, former Member of the Council for the Defence of the State and delegate for the conclusion of a peace treaty with Soviet Russia, chairman of the Central Executive Committee of the Polish Socialist Party.

(2) Kasimir *Baginski*, former Member of the Sejm, member of the military organisations, officer in the Polish army, decorated with the Order of the "Virtuti Militari".

(3) Adam *Ciolkosz*, former Member of the Sejm, active politican in the Polish Socialist Party in Tarnov.

(4) Vladimir *Celewicz*, former Member of the Sejm.

(5) Alexander *Debski*, former Member of the Sejm, former Wojewode and well-known politican in the National Democratic Party.

(6) Stanislaus *Dubois*, former Member of the Sejm, Member of the editorial staff of the "Robotnik", active in the Youth Organisations.

(7) Dr. Vladislav *Kiernik*, former Member of the Sejm, former Minister of the Interior and member of the delegation for the conclusion of peace with Soviet Russia.

(8) Jan *Kwiatkowski*, former Member of the Sejm.

(9) Osyp *Kohut*, former Member of the Sejm.

(10) Dr. Herman *Liebermann*, former Member of the Sejm, defending counsel for the Legionaries in the well-known trial of Marmaros-Sziget, Public Prosecutor for the Sejm in the matter of the accusation of Minister Czechowicz before the State Court.

(11) Jan *Leszczynski*, former Member of the Sejm.

(12) Mieczslaw *Mastek*, former Member of the Sejm, Vice-President of the Railwaymen's Trade Union.

(13) Dr. Joseph *Putek*, former Member of the Sejm and well-known Peasant Party politician.

(14) Dr. Adam *Pragier*, former Member of the Sejm, Professor at the Free University, well-known social-politician.

(15) Karol *Popiel*, Member of the Sejm till 1928, well-known politician of the National Labour Party.

(16) Dymitr *Palijew*, former Member of the Sejm.

(17) Adolf *Sawicki*, former Member of the Sejm.

(18) Alexander *Wislocki*, former Member of the Sejm.

(19) Wincenty *Witos*, former Member of the Sejm, twice Prime Minister of Poland, Member of the Council for the Defence of the State, leader of the Peasant Party, Piast.

Finally, on the 26th September 1930, after the dissolution of the Silesian Diet,

(20) Wojciech (Adalbert) *Korfanty*, former Member of the Sejm, well-known national politician in the former Prussian areas, formerly Vice-Prime Minister — in his house in Katowice.

To the prisoners was added the former Member of the Sejm, member of the Government Party, expelled from the Sejm on the demand of the Public Prosecutor with his consent for the alleged crime of theft and embezzlement.

(21) *Bacmaga*.

The arrest was decided upon some time before by the Government, as has emerged from the interview given by Marshal Pilsudski on the 14th September, in which it is stated that he had the material collected in the cases dealt with by the Public Prosecutor's Department, as also from the fact that some days

before the arrest the order was already given for the prison cells in Brest-Litowsk to be put in order and Colonel Kostek-Biernacki of the 38th Infantry Regiment in Przemysl was appointed to the command of the fortress. The authorities who effected the arrests therefore had ample time and opportunity to apply to the competent legal authorities with regard to this affair and to secure from them the order for the arrest of the accused.

In spite of this the arrest took place without any order by the courts, solely on the basis of a written instruction from the Minister of the Interior, Skladkowski, which was issued undated and without a statement of reasons.

This kind of arrest, which is contrary to the provisions in force governing procedure in criminal law, constitutes a flagrant violation of the law by the Government of that time.

II.

The persons arrested in this unusual manner were removed by the State police and the military gendarmerie in closed cars in an unknown direction. Throughout the journey they were insulted and threatened. After Siedlce had been passed Dr. H. Liebermann was beaten by the police and gendarmes who were present until he lost consciousness. At an appointed moment the escorting commissioner of the State police stopped the car, and ordered Dr. Liebermann to get out. A moment later a gendarme ordered him to enter the wood, where the State police commissioner was waiting for him. *Suspecting a trap Dr. Liebermann refused to walk and was nevertheless driven there with the butt-ends of the gendarmes' rifles.* When he came into the wood before the commissioner the latter received him with the words: "Why don't you come when I call, rascal", and *struck him twice on the neck* in such a manner that the tendon was injured. Under these blows *Dr. Liebermann fell to the ground* and *his head was then covered* with his own coat. One of the escort sat on his head, *his clothes were torn from his body* and while they were insulting him and shouting: "*You dare to accuse Czechowicz, you dare to raise your voice against the Marshal*", he was beaten into unconsciousness and received over twenty bleeding wounds, as was established later by the former Deupty Carol Popiel who shared a cell with him. After this treatment Dr. Liebermann did not regain consciousness until *on the way*, as he was taken back to the car by two of the escort.

III.

The arrested persons were *illegally* accommodated in the military prison in Brest-Litowsk, which is under the military authorities and particularly Colonel *Kostek-Biernacki* who was specially delegated for this purpose — although all of them were civilians and were called to account under the criminal law by the orders of the civil authorities. The persons who were thus accommodated in the military fortress contrary to the laws in force were placed under military authority and particularly under the orders of *Colonel Biernacki*, whereby they were removed from the jurisdiction of the *competent* legal authorities although the law in force provides that prisons of all kinds and civil prisoners are *under the Minister of Justice* (Regulation made by the President of the State, March 17th, 1928, Staatsgesetzblatt 29/28), whereas the military prisons are intended solely for the accommodation of persons under military jurisdiction (Order of the Minister of War, October 29th, 1919, No. 4996/19).

This illegal encroachment by the military authorities with regard to the arrested persons was extended also to the conduct of the investigation. When on the 11th September 1930 Dr. Liebermann was called before the examining judge there were present in the room in addition to the judge, *Colonel Kostek-Biernacki*, some officers and the public prosecutor *Michalowski*. After replying to general questions and declaring that he did not feel himself guilty, *Dr. Liebermann* asked in what manner he had committed a crime, and received the reply from the examining judge: "*By making preparations for the Centrolew Congress which was intended to overthrow the Government by force*". The following exchange of question and answer then took place between the prisoner and the examining judge: "Which public prosecutor's office accuses me of this act?" "The one in Warsaw." "Then why am I in Brest in the military prison?" "*I don't know, that is not my business.*" "And what must I do now in order to get into touch with the judge or the public prosecutor?" "You will make a request to the public prosecutor." Here Colonel Kostek Biernacki intervened with the words: "*I must correct that statement — no request — you will have to report yourself.*" This declaration *contrary* to criminal law procedure was *received in silence* both by the examining judge and the public prosecutor. The prisoners were completely cut off from the world in a manner unknown to legal practice and they were allowed *no communication* not only with their counsel but also with the nearest members of their families, although both

Dr. Liebermann and Korfanty requested this as they *felt that they were near to death.* It is difficult to understand what dictated this isolation, especially now when the arrested persons have been released with a caution without it being feared that they would be in a position to influence the witnesses or destroy the traces of their "crime". It must therefore be assumed that this isolation was dictated by *other considerations* than the necessities of the investigation, all the more so as the examining judge declared to the members of the families who intervened that the decision in this respect *did not rest with him.*

IV.

The prisoners were submitted to the most severe *military regimen,* which is not even applied to deserters. Unbelievably severe internal regulations for the prison, which were illegally applied to the arrested civilians, were aggravated in practice by the officers and gendarmes who were exercising the surveillance in the prison.

Men who hold high positions in Polish public life were addressed both by gendarmes and officers with the familiar form of address "du", were covered with the most vulgar curses and employed for the hardest and most common tasks. *Witos,* the Prime Minister of the Polish Government, Lieutenant-Colonel of the Reserve *Dr. Liebermann,* a member of Parliament for years and defending counsel for the Legionaries, *Dr. Pragier,* Professor at the Free University, and others, *were employed to clean the latrines with a cloth or short-handled brush, which means practically with their bare hands, and to wash the floors and corridors under the supervision of soldiers in such a manner that they fainted at this unaccustomed work.* At one task *Dr. Liebermann* had a severe heart attack and could only be led back into the hall with the help of *Witos,* his companion in suffering. The prisoners *were not* allowed to bath and only as an exception and after a previous request were they allowed to wash their feet.

Until the 9th November the prisoners were given a diet which was *specially calculated to starve them* and which was not in accordance with any regulation or even with former practice. The examining judge *refused to allow the members of their families to send foodstuffs and gave as the reason for his prohibition that the rations which they received were adequate.*

V.

For the slightest violation of the prison rules or any kind of false step with regard to the surveillance personnel the prisoners were submitted to *inhuman disciplinary punishments: dark cells,* in which the prisoners were isolated *without a vessel being placed there for their urgent needs, hard beds* due to the fact that the *straw mattress was removed* and only the bedstead taken to pieces remained, and finally *fasts* during which they *only received a little bread and warm salt water.*

About *once a week an inspection regularly took place,* although they had no opportunity of communicating with each other or with the outer world, so that *there could be no justification* for the suspicion that they might be in possession of prohibited objects. These inspections, which were carried out in the night, were therefore only one of the methods employed *for breaking their spirit and gloating upon the torments of the prisoners.* For the inspection they were led into a *half dark room, stripped naked, and obliged to stand on the cold floor with bare feet while being scoffed at by the guards who were making the inspection.*

VI.

But most terrible of all were the *refined moral and physical torments.*

During the night of the 9th to 10th October 1930 *the guard conducted the former deputy Carol Popiel* through the lighted corridor to the registry, behind which there was a dark empty room. In the doorway stood a captain of the arms department of the Ministry of War. When *Popiel* crossed the threshhold of the dark room at the command of the captain *he was seized* by several hands. *A gendarme seized hold of his head, another his feet, and he was thus flung on to the table. A wet cloth was thrown across the small of his back and when he cried out: "Fear God", he received the first blow with an iron instrument, probably part of a rifle, and heard the words: "That is for Sikorski, that for Zymirski". Popiel received at least thirty such blows. During the beating he lost consciousness and when he came to himself for a moment he heard the counting: "Twenty-five" and then after a few seconds the order: "Stop". The beating then ceased. The captain present at this punishment said to the victim: "Be glad that it was so little. Next time Marshal Pilsudski will order a bullet to be sent through your head."*

Popiel, who was thus tormented and practically passed from hand to hand was then removed to the cellars *where he was kept for several days*. Captain *Miesczyslaw Kendsierski* was present at Popiel's punishment. In addition, Major *Edward Gorczynski* of the former rifle divisions came into the cell into which *Popiel* was thrown.

Baginski and *Korfanty* were dealt with in a similar manner. In addition Dr. *Putek* and *Barlicki* were roughly pushed about by gendarmes, and the former Ukrainian Deputy *Kohut* and others were hit in the face in a barbarous manner.

This enumeration, however, *does not exhaust* all the victims of the barbarous actions of the military surveillance personnel.

During the beating *the water motor was usually set in motion, in order that the noise should drown the cries and moans of the victims*. Things went so far that the noise of the motor was a sign for the prisoners that one of their number was again suffering the torments of ill-treatment.

VII.

In addition to these physical tortures the prisoners underwent still more severe mental torments. Cut off from the whole world, not knowing what was happening in the country, of what they were accused and what fate awaited them, *the prisoners remained in constant fear of death*. Colonel Biernacki openly stated to Dr. Pragier: "*You have insulted my superiors. It is as if you had insulted me personally. I could have you shot down against this wall and no one would say even a word to me.*" Colonel *Biernacki* expressed himself in the same manner to *Dr. Liebermann*, stating that "*all the prisoners depended upon the orders of Marshal Pilsudski and that only Marshal Pilsudski's orders would decide their fate*". One of the officers, however, whose name is not known, stated to Dr. *Liebermann: "The fate of the prisoners depends exclusively upon the decision of Marshal Pilsudski. If he gives the order to kill you, you will be killed; if he orders you to be maimed you will be maimed." Colonel Biernacki declared to Deputy Barlicki: "You have so insulted Marshal Pilsudski that you have nothing to expect from the courts. It is true that right is right, but you have insulted the Marshal too much."*

In order to keep these threats alive among the prisoners *sham executions were staged from time to time*. Thus, during the early days of October 1930 an officer came into the cell

where Dr. *Liebermann* and *Popiel* were, ordered them to put on their coats and made them follow him. To *Popiel's* question whether he might bring bread with him, *the officer replied: "You will not want any more"*, and accompanied these words with a corresponding motion of the hand. *The two prisoners* were taken down into the cell in which the regular inspections took place. The cell was empty, the straw mattress removed from the bed, straw was strewn upon the floor. *Dr. Liebermann and Popiel*, who were conducted into this cell, were convinced that they were faced with immediate execution. After a moment then a loud voice: "*Turn to the wall*", *and then a dry double rat-tat as if from two shots.* In the greatest fear of death they awaited their turn. After a fairly long interval their cell was gradually and slowly oponed and then three persons entered with an officer. Again the voice rang out: "Turn to the wall", and they were convinced that shots would now ring out. It ended simply with an inspection.

VIII.

For the application of these tortures and the supervision of their execution, *officers of the Polish army* were employed, who were specially ordered from their stations *to Brest* for this purpose. The following were thus ordered:—

(1) Colonel *Kostek Biernacki*, Officer-Commanding the 38th Regiment of Infantry in Przemysl.
(2) First-Lieutenant *Ryszanek*, of the Higher Military Academy.
(3) Major Edward *Gorczynski* of the Liaison Service.
(4) Major of Sappers Stanislav *Perko*, Second-in-Command of the Reserve Officers' School in Modlin (Ivangorod).
(5) Captain *Majty*, of the 20th Regiment of Field Artillery.
(6) Captain Mieczyslaw Kedzierski, of the Arms Department of the Ministry of War.

By the above-described illegal arrest of the prisoners, by their — as they are civilians — illegal subordination to military discipline and their accommodation in a military prison contrary to the laws, by the above-described treatment in this prison and the inhuman tortures which were inflicted upon them, and finally, by the fact that officers of the Polish army were employed for this, not only were the laws in force violated by the Government of that time, but the honour and dignity of the State and the Polish nation were trampled under foot.

The undersigned therefore ask:—

(1) What does the Prime Minister intend to do in order to call the guilty to account and impose the punishment which they have earned?

(2) What steps he proposes to take in order to avoid such a violation of the law in future in respect of the citizens of the State.

Warsaw, 16th December 1930.

Vorwort.

Die Frage der Minderheiten in Polen steht auf der Tagesordnung der nächsten Sitzung des Völkerbundsrates.

Diejenigen, die diese Frage vor den Völkerbund gebracht haben, haben Tatsachen dargelegt, die der internationalen Meinung schon seit langem bekannt sind, über die man jedenfalls sagen kann, daß sie mit einer schweren Verantwortung eine Regierung belasten, die das polnische Volk nicht verdient hat, die es sich nicht selbst gegeben hat, die im Gegenteil durch eine Reihe von Gewaltstreichen der Mehrheit des Volkes aufgedrängt worden ist.

Henderson wird in diesem Falle die schwere Aufgabe zufallen, die Verhandlungen zu leiten. Und er wird sich gewiß sagen, daß, wenn er noch die Internationale präsidieren würde, und wenn die gleiche Frage in der Exekutive der Internationale zu behandeln wäre, er es nicht mit entgegengesetzten nationalen Standpunkten zu tun hätte, sondern daß eine Uebereinstimmung der Sozialisten, der Sozialisten Polens ebenso wie der Deutschlands, Rußlands und Oesterreichs, darüber bestehen würde, daß diese Frage im Sinne elementarer Gerechtigkeit und ihren gemeinsamen Prinzipien entsprechend zu lösen ist.

Aber es ist nicht nur die Frage der Rechte der Minderheiten, um die es sich gegenwärtig in Polen handelt, und die der Rat nicht ohne sich selbst eine moralische Niederlage zuzufügen, umgehen wird können, es ist die Frage der Rechte der *Mehrheit*, der Rechte und der Freiheit des ganzen Volkes, das sich nicht aus fremder Knechtschaft befreit hat, um unter die Faust einer politischen und militärischen Clique zu geraten, die sich vereint hat, um es im Dienste der niedrigen Interessen, der senilen Wut und Rachsucht eines Größenwahnsinnigen, der alles zerstört, was er selbst mitgeschaffen, auszunützen.

Es war nach meiner Rückkehr aus China, als ich vernommen habe, was sich am Vorabend der Novemberwahlen in Polen ereignet hat, und ich von diesem Dokument der schwersten Anklage, *vom Texte der Interpellation, die in der Institution, die*

der oppositionellen Parteien eingebracht worden ist, Kenntnis erhielt.

Die Geschichte der gegenwärtigen Diktaturen enthält blutigere Seiten, aber sie enthält — ich wage es zu behaupten — keine schmählichere.

Andere lösten Parlamente gewaltsam auf, jagten mit Bajonetten die Vertreter des Volkes fort, lieferten ihre besiegten Gegner, deren Einfluß sie fürchteten, Mörderbanden aus.

Einer Regierung, die es noch wagt, in Genf als Vertreterin eines freien Volkes zu erscheinen, ist es vorbehalten geblieben, den niedrigsten, den heuchlerischsten und — nur dieses Wort drückt mein Empfinden ganz aus — verabscheuungswürdigsten Anschlag, den Europa seit einem Jahrzehnt erlebt hat, gegen Personen und Institutionen einer Demokratie zu verüben.

Als der Abgeordnete Czapinski am 16. Dezember 1930 die Interpellation eingebracht hat, hat dieser einzigartige Sejm, die Rumpfversammlung, die dazu dient, die Diktatur zu decken, vergeblich versucht, alles zu vertuschen.

In Paris, London und Brüssel ebenso wie in Wien und Berlin, in den parlamentarischen ebenso wie in den gewerkschaftlichen Kreisen haben die Nachrichten über Brest-Litowsk einen einmütigen Schrei der Entrüstung und der Empörung ausgelöst.

Aber es ist nicht genug, daß man weiß, daß, um die Gegner zu vernichten, um die Stimme der Minoritäten zu ersticken, um den gesetzlichen Willen des Volkes zu fälschen, die Regierung, die Herr Zalewski in Genf vertritt, unter unwahren Vorwänden Listen der Opposition, die eines Erfolges sicher waren, entfernt hat — zum Beispiel die von Daszynski in Krakau —, daß sie alle Führer der oppositionellen Parteien wahllos in ein entsetzliches Gefängnis geworfen und sie dort ihren Gendarmen und Polizisten ausgeliefert hat, daß neben Hunderten von weniger bekannten Kämpfern darunter Männer waren, die gestern noch die verantwortungsvollsten Funktionen im Staate ausgeübt haben.

Es ist notwendig, auf die Einzelheiten einzugehen, es sind die Tatsachen selbst, die man wissen muß, um zu erkennen, welcher Exzesse der Brutalität und der sadistischen Scheinheiligkeit sich die Vollstrecker des großen Werkes des Marschalls Pilsudski nicht schämten, auszuüben, um ihre Ziele zu erreichen.

Ueber diese Vorgänge, die man zu Recht die Schrecken von Brest-Litowsk nennt, gibt es Dokumente im Ueberfluß, und die SAI. hat die Pflicht, sie zu veröffentlichen.

Man muß nur den Text der Interpellation an den Sejm, die authentischen Nachrichten, die von Joseph Saxe für den Brüsseler «Peuple» gesammelt wurden, das tapfere und ergreifende Protestschreiben der 46 Professoren der Krakauer Universität, die Berichte Locquins, des Vorsitzenden des französisch-polnischen Komitees, der sich während der Wahlen in Polen aufhielt, lesen und nochmals lesen: alle stimmen überein, alle bringen Einzelheiten, die keinerlei Zweifel an der Wahrheit der Tatsachen zulassen.

Es steht fest, daß auf Befehl des Marschalls Pilsudski 88 Abgeordnete des letzten Sejms unter nichtigen Vorwänden einige Wochen vor den Wahlen verhaftet worden sind, daß zwanzig von ihnen, unter denen sich Männer wie Liebermann, Vorsitzenderstellvertreter, und Barlicki, Vorsitzender der polnischen Sozialistischen Partei, Witos, Führer der Bauernpartei, gewesener Premierminister, Korfanty, christlicher Demokrat, einer der Führer im Kampfe für die Unabhängigkeit Polens, Domski, Vertreter Polens in Versailles, befanden, im Militärgefängnis von Brest-Litowsk widerrechtlich eingekerkert worden sind, wo sie zwei Monate zubringen mußten und wo sie während dieser Zeit den verschiedenartigsten Qualen ausgesetzt wurden, wo sie geschlagen, gepeitscht, mit den Füßen gestoßen, mit dem Tode bedroht wurden, wo sie gezwungen wurden, Aborte zu reinigen, die gröbsten Arbeiten zu verrichten, unsaubere Sachen zu essen, um nicht zu verhungern, wo sie von brutalen Aufsehern gemartert wurden, deren niedrigste Instinkte der Roheit und Grausamkeit stets mit raffiniertem Sadismus durch ihre höheren Vorgesetzten, die auf Befehl handelten, aufgepeitscht wurden.

Unmittelbar nach den Wahlen, nachdem der Zweck erreicht war und nachdem sich von allen Seiten Proteste erhoben, die nicht außer acht zu lassen waren, hat sich die Regierung der Diktatur entschlossen, die Gefängnisse zu öffnen und die Mehrzahl der Eingesperrten freizugeben.

Aber sie hat sich doch noch vorbehalten, sie vor irgendein politisches Gericht zu zitieren, wo ein Versuch gemacht werden soll, schließlich, wenn nicht das verbrecherische Verfahren, so doch wenigstens die stattgefundenen Verhaftungen zu rechtfertigen.

Es ist deshalb notwendig, die Bemühungen, die Wahrheit, die volle Wahrheit bekanntzumachen, unablässig und unermüdlich fortzusetzen.

In dem offenen Brief, den die Krakauer Professoren den Mut hatten, an ihren Kollegen, den Professor der Nationalökonomie und Abgeordneten des Sejm, Krzyzanowski, zu richten, heißt es:

«Viele Ereignisse der letzten Jahre erschütterten nach unserer tiefsten Ueberzeugung die moralischen Grundlagen des sozialen und politischen Lebens Polens, bedrohen dadurch die Entwicklung und in weiterer Folge auch den Bestand des polnischen Reiches. In dem Reigen dieser Ereignisse ist die Angelegenheit von Brest die bedrohlichste. Der Vorfall Brest kann nicht durch das Schweigen der denkenden gesellschaftlichen Schichten sanktioniert werden.»

Er kann auch nicht sanktioniert werden durch das Schweigen derjenigen, die die Auferstehung Polens als einen Sieg des Rechtes begrüßt haben und die nicht aufgehört haben, für dieses Land die Gefühle der tiefsten und aufrichtigsten Sympathie zu hegen.

Vielleicht können andere versuchen, aus diesen beklagenswerten Vorgängen einen politischen Gewinn für ihre Sonderziele zu ziehen.

In einem ganz andern Sinn haben sich aber die Sozialistische Partei Polens und die deutsche Sozialistische Partei in Polen zu einem gemeinsamen Protest vereinigt, dem sich im gleichen Sinne der Unterzeichnete im Namen der Internationale anschließt.

Brüssel, den 6. Januar 1931.

Emil Vandervelde.

Die Hölle von Brest-Litowsk vor dem polnischen Sejm

Wortlaut der am 16. Dezember 1930 vom Abgeordneten Czapinski in der Sejmsitzung eingebrachten Interpellation der Abgeordneten des parlamentarischen Verbandes der Polnischen Sozialistischen Partei (P.P.S.), des parlamentarischen Klubs der Bauernabgeordneten («Bauernpartei», «Befreiungspartei» und «Piastpartei»), des Klubs der Nationalen Arbeiterpartei und des Klubs der Christlichen Demokraten

An den Herrn Ministerpräsidenten

in der Angelegenheit der widerrechtlichen Verhaftung der ehemaligen Abgeordneten, ihrer Unterbringung im Militärgefängnis von Brest am Bug (Brest-Litowsk) und ihrer Behandlung daselbst, die nicht nur mit den geltenden Rechtsvorschriften, sondern auch mit der Ehre und der menschlichen Würde in Widerspruch steht.

I.

In der Nacht vom 9. zum 10. September wurden von der Staatspolizei und Militärgendarmerie die Zivilbürger verhaftet:

1. Norbert *Barlicki*, ehem. Sejmabgeordneter, ehem. Mitglied des Rates der Staatsverteidigung und Delegierter für den Abschluß eines Friedensvertrages mit Sowjetrußland, Vorsitzender des Zentralexekutivkomitees der Polnischen Sozialistischen Partei;
2. Kasimir *Baginski*, ehem. Sejmabgeordneter, Mitglied der Militärorganisationen, Offizier der polnischen Armee, ausgezeichnet mit dem Orden «Virtuti Militari»;
3. Adam *Ciolkosz*, ehem. Sejmabgeordneter, aktiver Politiker der PPS. in Tarnow;

4. Wladimir *Celewicz*, ehem. Sejmabgeordneter;
5. Alexander *Debski*, ehem. Sejmabgeordneter, ehem. Woiwode und bekannter Politiker der Nationaldemokratischen Partei;
6. Stanislaus *Dubois*, ehem. Sejmabgeordneter, Mitglied der Redaktion des «Robotnik», aktiv in den Jugendorganisationen;
7. Dr. Wladislaw *Kiernik*, ehem. Sejmabgeordneter, ehem. Innenminister und Mitglied der Delegation für den Friedensschluß mit Sowjetrußland;
8. Jan *Kwiatkowski*, ehem. Sejmabgeordneter;
9. Osyp *Kohut*, ehem. Sejmabgeordneter;
10. Dr. Hermann *Liebermann*, ehem. Sejmabgeordneter, Verteidiger der Legionäre im bekannten Prozeß von Marmaros-Sziget, Staatsanwalt des Sejms in der Angelegenheit der Anklage des Ministers Czechowicz vor dem Staatsgerichtshof;
11. Jan *Leszczynski*, ehem. Sejmabgeordneter;
12. Mieczyslaw *Mastek*, ehem. Sejmabgeordneter, stellvertretender Vorsitzender der Eisenbahnergewerkschaft;
13. Dr. Joseph *Putek*, ehem. Sejmabgeordneter und bekannter Bauernpolitiker;
14. Dr. Adam *Pragier*, ehem. Sejmabgeordneter, Professor der freien Universität, bekannter Sozialpolitiker;
15. Karol *Popiel*, Sejmabgeordneter bis 1928, bekannter Politiker der Nationalen Arbeiterpartei;
16. Dymitr *Palijew*, ehem. Sejmabgeordneter;
17. Adolf *Sawicki*, ehem. Sejmabgeordneter;
18. Alexander *Wislocki*, ehem. Sejmabgeordneter;
19. Wincenty *Witos*, ehem. Sejmabgeordneter, zweimaliger polnischer Ministerpräsident, Mitglied des Rates der Staatsverteidigung, Führer der Bauernpartei Piast.

Schließlich wurde am 26. September 1930 nach Auflösung des Schlesischen Sejms in seinem Hause in Kattowitz verhaftet:

20. Wojciech (Adalbert) *Korfanty*, ehem. Sejmabgeordneter, bekannter nationaler Politiker im ehem. preußischen Teilungsgebiete, ehem. Vize-Ministerpräsident.

    Zu den Verhafteten hinzugefügt wurde der ehem. Sejmabgeordnete, Mitglied der Regierungspartei, vom Sejm auf Verlangen der Staatsanwaltschaft mit seiner Einwilligung ausgeliefert wegen angeblichen Verbrechens des Diebstahls und der Veruntreuung
21. *Bacmaga.*

Die beabsichtigte Verhaftung wurde von den Mitgliedern der Regierung bedeutend früher beschlossen, wie aus dem Interview des Marschalls Pilsudski vom 14. September 1930 hervorgeht, in dem behauptet wird, daß er die von der Staatsanwaltschaft berührten Angelegenheiten sammeln ließ, wie auch aus der Tatsache, daß bereits einige Tage vor der Verhaftung die Instandsetzung der Gefängniszellen in Brest-Litowsk angeordnet und als Kommandant der Festung Herr Kostek Biernacki, Oberst des

38. Infanterieregiments in Przemysl, versetzt wurde. Die Behörden, die die Verhaftungen vornahmen, hatten also hinreichend Zeit und Möglichkeit, sich in dieser Angelegenheit an die zuständigen Gerichtsbehörden zu wenden und von ihnen den Befehl zur Verhaftung der Beschuldigten zu erwirken.

Trotzdem erfolgte die Verhaftung ohne Verfügung des Gerichts, ausschließlich auf Grund einer schriftlichen Anordnung des Innenministers Skladkowski, die ohne Datum und ohne Angabe der Gründe ausgestellt wurde.

Diese Art der Verhaftung, in Widerspruch mit den geltenden Bestimmungen der Strafprozeßordnung, ist eine krasse Verletzung des Rechtes durch die damalige Regierung.

II.

Die auf so ungewöhnliche Art Verhafteten wurden von der Staatspolizei und der Militärgendarmerie in geschlossenen Wagen in unbekannter Richtung weggeführt. Während der ganzen Fahrt wurden sie beschimpft und bedroht. Der verhaftete Dr. H. Liebermann wurde unterwegs hinter Siedlce von den assistierenden Polizeiorganen und Gendarmen bis zur Bewußtlosigkeit geschlagen. In einem bestimmten Momente hielt der eskortierende Kommissar der Staatspolizei das Auto an, befahl Dr. Liebermann, auszusteigen, und nach einem Augenblick befahl ihm der Gendarm, sich in den Wald zu begeben, wo ihn der Kommissar der Staatspolizei erwarten sollte. *Eine Falle vermutend, wollte Dr. Liebermann nicht gehen und wurde mit Gewehrkolben der Gendarmen trotzdem dorthin getrieben.* Als er im Walde vor den Kommissar kam, empfing ihn dieser mit den Worten: «Warum, Lump, gehst du nicht, wenn ich dich rufe?» und *schlug ihn zweimal auf den Nacken*, derart, daß die Sehne verletzt wurde. Unter diesen Schlägen *fiel Dr. Liebermann zu Boden* und dann wurde ihm mit seinem eigenen Mantel *der Kopf umwickelt.* Auf den Kopf setzte sich einer von der Eskorte, *die Kleider wurden ihm vom Leibe gerissen*, und unter Beleidigungen und Rufen: *«Du wagst es, Czechowicz anzuklagen, du wagst es, die Stimme gegen den Herrn Marschall zu erheben»*, wurde er bis zur Bewußtlosigkeit geschlagen und erhielt über zwanzig blutende Wunden, wie später der mit ihm in gemeinsamer Zelle sitzende ehemalige Abgeordnete Karol Popiel festgestellt hat. Nach diesem Massaker kam Dr. Liebermann erst *unterwegs* wieder zum Bewußtsein, als er von zwei Leuten der Eskorte zurück ins Auto geschleppt wurde.

III.

Die Verhafteten wurden *widerrechtlich* im Militärgefängnis in Brest-Litowsk untergebracht, das den Militärbehörden und speziell dem zu diesem Zweck delegierten Oberst *Kostek Biernacki* untersteht — obwohl sie sämtlich Zivilpersonen waren und zur strafrechtlichen Verantwortung auf Grund von Verordnungen der Zivilbehörden gezogen wurden. Die auf diese Weise, entgegen dem geltenden Rechte, in der Militärfestung Untergebrachten wurden dem Militärkommando unterstellt und insbesondere demjenigen des *Obersten Biernacki*, wodurch sie der Ingerenz der *zuständigen* Gerichtsbehörden entzogen wurden, obwohl das geltende Gesetz ausdrücklich bestimmt, daß die Gefängnisse aller Art und die Zivilgefangenen dem *Justizminister unterstehen* (Verordnung des Staatspräsidenten vom 17. März 1928, Staatsgesetzblatt 29/28), die Militärgefängnisse aber einzig für die Festnahme von Personen, die der Militärgerichtsbarkeit unterstehen, bestimmt sind (Befehl des Kriegsministers vom 29. Oktober 1919, Zahl 4996/19).

Dieses widerrechtliche Eingreifen der Militärbehörden mit Bezug auf die Verhafteten wurde auch auf die Führung der Untersuchung erstreckt. Als nämlich am 11. September 1930 Dr. Liebermann vom Untersuchungsrichter zitiert wurde, befand sich im Zimmer neben dem Richter Oberst Kostek *Biernacki*, einige Offiziere und der Staatsanwalt *Michalowski*. Nach Abgabe der Generalien und Erklärung, daß er sich nicht schuldig fühlt, fragte *Dr. Liebermann*, auf welche Weise er ein Verbrechen begangen haben sollte, und erhielt vom Untersuchungsrichter die Antwort: *«Durch Vorbereitung des Zentrolewkongresses, der gewaltsam die Regierung stürzen sollte.»* Da entwickelte sich zwischen dem Verhafteten und dem Untersuchungsrichter folgender Frage- und Antwortaustausch: «Welche Staatsanwaltschaft beschuldigt mich dieser Tat?» — «Die Warschauer.» — «Warum also befinde ich mich in Brest im Militärgefängnis?» — *«Das weiß ich nicht — das ist nicht meine Sache.»* — «Und was soll ich tun, um mit dem Richter oder dem Staatsanwalt die Verbindung zu erlangen?» — «Sie werden *an den Staatsanwalt ein Gesuch richten.»* Hier mischte sich Oberst Kostek Biernacki mit den Worten ein: *«Ich muß diese Behauptung korrgieren — kein Gesuch — Sie werden sich zum Rapport melden müssen.»* Diese der Strafprozeßordnung *widerstreitende* Erklärung haben sowohl der Untersuchungsrichter wie auch der Staatsanwalt *mit Stillschweigen hingenommen.* Die Verhafteten wurden in einer der Gerichtsbarkeit bisher

unbekannten Weise völlig von der Welt abgeschnitten, und man gestattete ihnen nicht nur *keine Verbindung* mit den Verteidigern, sondern auch nicht mit den nächsten Familienmitgliedern, obwohl, da sie sich *dem Tode nahe fühlten*, darum sowohl Dr. Liebermann als auch Korfanty gebeten haben. Wodurch diese Isolierung diktiert war, ist schwer zu begreifen, besonders jetzt, da die Verhafteten gegen Kaution auf freiem Fuß gelassen wurden, ohne daß man befürchtet hätte, daß sie imstande sein werden, die Zeugen zu beeinflussen oder die Spuren ihres «Verbrechens» zu verwischen. Es muß also angenommen werden, daß diese Isolierung durch *andere Rücksichten* als die der Zweckmäßigkeit der Untersuchung diktiert war, um so mehr, als der Untersuchungsrichter den intervenierenden Familienmitgliedern erklärte, daß die Entscheidung in dieser Hinsicht *nicht ihm zustehe.*

IV.

Auf die Verhafteten wurde das verschärfte *Militärreglement* angewendet, das *nicht einmal gegenüber Deserteuren* angewendet wird. Unerhört strenge Vorschriften der Hausordnung, die widerrechtlich gegenüber den verhafteten Zivilpersonen gehandhabt wurden, wurden in der Praxis durch die die Gefängnisaufsicht ausübenden Offiziere und Gendarmen verschärft.

Männer, die im polnischen öffentlichen Leben hohe Stellungen einnehmen, wurden sowohl von Gendarmen als auch von Offizieren mit «du» angesprochen, mit gemeinsten Beschimpfungen bedacht und zu den schwersten und ordinärsten Arbeiten verwendet. Der Ministerpräsident der polnischen Regierung, *Witos*, der langjährige Abgeordnete, Verteidiger der Legionäre, Reserve - Oberstleutnant *Dr. Liebermann*, der Professor der freien Universität, Dr. *Pragier*, u. a. *wurden zur Reinigung der Aborte mit einem Lappen oder kurzstieligen Besen, also fast mit nackten Händen, zum Waschen des Bodens und der Korridore unter Aufsicht von Soldaten derart angehalten, daß sie bei diesen ungewohnten Arbeiten in Ohnmacht verfielen.* Bei einer derartigen Arbeit bekam *Dr. Liebermann* einen heftigen Herzanfall, und erst mit Hilfe seines Leidensgenossen Witos konnte er zurück in den Saal geführt werden. Die Verhafteten durften nicht baden und nur ausnahmsweise, nach vorangehender Anmeldung zum Rapport, gestattete man ihnen ein Fußbad.

Bis zum 9. November erhielten die Gefangenen eine Nahrung, die *speziell auf Aushungerung* berechnet war und weder irgendwelcher Vorschrift noch auch dem bisherigen Usus gemäß war.

Der Untersuchungsrichter *verweigerte den Familienmitgliedern die Zusendung von Nahrungsmitteln und begründete sein Verbot damit, daß die Speiserationen, die sie erhielten, hinreichend seien.*

V.

Für die geringste Uebertretung des Gefängnisreglements oder irgendwelche Versehen gegenüber dem Aufsichtspersonal wurden den Verhafteten gegenüber *unmenschliche Disziplinarstrafen* angewandt: *dunkle Zelle*, in die die einzelnen Verhafteten isoliert geworfen wurden, *ohne daß ihnen ein Kübel zum Verrichten der Notdurft hineingestellt wurde*, — *hartes Lager*, das darauf beruhte, daß man den *Strohsack beseitigte* und nur die auseinandergelegte Bettstelle zurückließ, — schließlich *Fasten*, währenddessen sie *nur ein wenig Brot und warmes Salzwasser erhielten.*

Ungefähr *einmal in der Woche* wurde *regelmäßig die Revision* vorgenommen, obwohl sie keine Möglichkeit hatten, miteinander oder mit der Außenwelt in Verbindung zu treten, so daß der Verdacht, sie befänden sich im Besitz von irgendwelchen unerlaubten Gegenständen, *durch nichts gerechtfertigt sein konnte.* Diese in der Nacht durchgeführten Revisionen waren also nur eine der Arten, *ihren Geist zu brechen und sich an den Qualen der Verhafteten zu weiden.* Zur Revision wurden sie in eine halbdunkle Kammer *geführt, nackt entkleidet, und mußten mit nackten Füßen auf kaltem Boden stehen, wobei sie von den revidierenden Aufsehern verhöhnt wurden.*

VI.

Am schrecklichsten von allem aber waren die *raffinierten moralischen und physischen Quälereien.*

In der Nacht vom 9. zum 10. Oktober 1930 *führte der Aufseher den ehemaligen Abgeordneten Karol Popiel* durch den beleuchteten Korridor in die Kanzlei, hinter der sich ein dunkler leerer Saal befand. In der Tür stand ein Hauptmann des Bewaffnungsdepartements des Kriegsministeriums. Als *Popiel* auf Befehl des Hauptmanns die Schwelle des dunklen Zimmers betrat, *wurde er von einigen Händen erfaßt. Ein Gendarm packte ihn am Kopfe, der andere an den Beinen, und so wurde er auf den Tisch geschleudert. Auf das Kreuz wurde ihm ein nasses Tuch geworfen, und als er schrie: «Fürchtet Gott!» erhielt er den ersten Schlag mit einem eisernen Werkzeug, wahr-*

scheinlich einem Gewehrbestandteil, und hörte die Worte: «Das ist für Sikorski, das für Zymirski!». Solche Schläge erhielt Popiel zumindest dreißig. Während des Schlagens fiel er in Ohnmacht, und als er für einen Moment das Bewußtsein wieder erlangte, hörte er noch das Zählen «fünfundzwanzig» und dann nach einigen Sekunden den Befehl «Halt» — dann wurde das Schlagen unterbrochen. Der bei dieser Exekution anwesende Hauptmann sagte zum Opfer: «Freue dich, daß es so wenig war; das nächste Mal wird Marschall Pilsudski befehlen, dir eine Kugel durch den Kopf zu jagen.»

Popiel, der so gequält und geradezu von Hand zu Hand gereicht worden war, wurde dann in den Keller geführt, *wo er einige Tage festgehalten wurde.* Bei der Exekution an *Popiel* war Hauptmann *Mieczyslaw Kedzierski* zugegen. In die Zelle, in die *Popiel* geworfen wurde, kam außerdem *Major Edward Gorczynski* von den früheren Schützenabteilungen.

In ähnlicher Weise wurden zugerichtet *Baginski* und *Korfanty*, außerdem wurden von Gendarmen stark gestoßen Dr. *Putek* und *Barlicki*, in barbarischer Weise aufs Gesicht geschlagen wurde der ehemalige ukrainische Abgeordnete *Kohut* und andere.

Diese Aufzählungen *erschöpfen* indessen *nicht* sämtliche Opfer des barbarischen Vorgehens des militärischen Aufsichtspersonals.

Während des Schlagens wurde *in der Regel der Wassermotor in Bewegung gesetzt, damit der Lärm das Schreien und Jammern der mißhandelten Opfer übertöne.* Es kam so weit, daß das Rattern des Motors für die Verhafteten ein Zeichen dafür war, daß einer von ihnen wiederum die Qualen der Mißhandlungen erleide.

VII.

Neben diesen physischen Qualen erlitten die Verhafteten noch schwerere geistige Torturen. Abgeschnitten von aller Welt, nicht wissend, was im Lande vorgeht, wessen sie geziehen werden und welches Schicksal sie erwartet — *verblieben die Verhafteten unter ständiger Todesangst.* Gegenüber Dr. Pragier erklärte Oberst Biernacki geradeheraus: *«Sie haben meinen Vorgesetzten beleidigt, es ist, wie wenn Sie mich selbst beleidigt hätten; ich könnte Sie hier an dieser Wand niederknallen lassen, und niemand würde mir auch nur ein Wort sagen.»* Auf dieselbe Weise äußerte sich Oberst *Biernacki* Dr. *Liebermann* gegenüber, indem er behauptete, *«daß sämtliche Verhaftete vom*

Befehl des Marschalls Pilsudski abhängen, und daß nur der Befehl des Marschalls Pilsudski über ihr Schicksal entscheiden wird». Einer der Offiziere aber, dessen Name nicht bekannt ist, erklärte gegenüber Dr. *Liebermann: «Das Schicksal der Verhafteten hängt ausschließlich von der Entscheidung des Marschalls Pilsudski ab; wenn er Sie zu töten befiehlt, so werden Sie getötet, wenn er Sie zu verstümmeln befiehlt, so werden Sie verstümmelt werden.» Dem Abgeordneten Barlicki erklärte Oberst Biernacki: «Sie haben den Marschall Pilsudski so beschimpft, daß Sie nichts von den Gerichten zu erwarten haben. Recht ist zwar Recht, aber Sie haben zu sehr den Marschall beschimpft.»*

Um diese Drohungen bei den Gefangenen lebendig zu erhalten, *wurden von Zeit zu Zeit fiktive Exekutionen inszeniert.* So kam in den ersten Tagen Oktober 1930 ein Offizier in die Zelle, in der Dr. Liebermann und Popiel saßen, und befahl: «Mäntel anziehen» und ließ sie ihm folgen. Auf die Frage *Popiels,* ob er Brot mitnehmen dürfe, *antwortete der Offizier: «Ihr werdet nichts mehr brauchen» und begleitete diese Worte mit einer entsprechenden Handgeste.* Die beiden Gefangenen wurden in die Zelle hinuntergeführt, in der die regelmäßigen Revisionen stattfanden. Die Zelle war leer, der Strohsack aus dem Bett entfernt, auf den Boden Stroh gestreut. Dr. *Liebermann* und *Popiel, die in diese Zelle geführt wurden, waren überzeugt, daß sie unmittelbar vor ihrer Exekution stehen.* Nach einem Augenblick hörten sie in der benachbarten Zelle eine Bewegung und Schritte und dann die laute Stimme: *«Sich gegen die Wand wenden» und ein zweimaliges trockenes Rattern, wie von zwei Schüssen.* In höchster Todesangst warteten sie jetzt, daß die Reihe an sie komme. Nach Ablauf einer ziemlich langen Frist, allmählich und langsam, begann man ihre Zelle zu öffnen, und dann traten drei Personen mit einem Offizier herein. Wieder ertönte die Stimme: «Sich gegen die Wand wenden», und sie waren überzeugt, daß jetzt Schüsse fallen werden. Es endete nur mit der Revision.

VIII.

Zur Anwendung dieser Torturen und zur Aufsicht ihrer Vollstreckung wurden *Offiziere der polnischen Armee* gebraucht, die speziell zu diesem Zweck von ihren Standorten *nach Brest* abkommandiert wurden. So wurden abkommandiert:

1. Oberst Kostek *Biernacki,* Kommandant des 38. Infanterieregiments in Przemysl;

2. Oberstleutnant *Ryszanek* von der Höheren Kriegsschule;
3. Major Edward *Gorczynski* vom Verbindungsdienst;
4. Major der Sappeure Stanislaw *Perko*, stellvertretender Kommandant der Reserve-Offiziersschule in Modlin (Iwangorod);
5. Hauptmann *Majta* vom 20. Feldartillerieregiment;
6. Hauptmann Mieczyslaw *Kedzierski* vom Bewaffnungsdepartement des Kriegsministeriums.

Durch die oben beschriebene widerrechtliche Verhaftung der Gefangenen, durch ihre — da sie Zivilpersonen sind — widerrechtliche Unterstellung unter die Militärdisziplin und ihre in Widerspruch mit den Gesetzen erfolgte Unterbringung in einem Militärgefängnis, durch die oben beschriebene Behandlung in diesem Gefängnis und die unmenschlichen Quälereien, die an ihnen verübt wurden, schließlich dadurch, daß dazu Offiziere der polnischen Armee gebraucht wurden, — wurden von der damaligen Regierung nicht nur die geltenden Gesetze verletzt, sondern auch die Ehre und Würde des Staates und der polnischen Nation mit Füßen getreten.

Daher fragen die Unterzeichneten:

1. Was beabsichtigt der Herr Ministerpräsident zu tun, um die Schuldigen zur Verantwortung zu ziehen und sie der verdienten Strafe zuzuführen?
2. Welche Schritte beabsichtigt er zu unternehmen, um in der Zukunft eine derartige Vergewaltigung des Rechtes gegenüber den Bürgern des Staates zu vermeiden?

Warschau, den 16. Dezember 1930.

Przedmowa

Sprawa mniejszości w Polsce stoi na porządku dziennym najbliższego posiedzenia Rady Ligi Narodów.

Ci, którzy sprawę tę wnieśli przed Ligę, przedstawili fakta, od długiego już czasu poruszające opinję międzynarodową, co do których w każdym razie powiedzieć można, że obciążają odpowiedzialność rządu, na jaki naród polski nie zasłużył, którego sobie sam nie wybrał, a który przeciwnie narzucony został większości narodu polskiego szeregiem gwałtów.

Hendersonowi tym razem przypadnie w udziale ciężkie zadanie kierowania debatami i niewątpliwie powie on sobie, że gdyby jeszcze przewodniczył Międzynarodówce i gdyby tasama sprawa była przedmiotem obrad jej Egzekutywy, nie znalazłby się wobec sprzecznych punktów widzenia narodowościowych, lecz wobec zgody wszystkich socjalistów, tak polskich jak niemieckich, rosyjskich czy austrjackich i problem ten rozwiązany byłby na podstawie elementarnej słuszności, zgodnie z ich wspólnemi zasadami.

Atoli nietylko sama sprawa mniejszości jest w chwili obecnej zagadnieniem Polski, którego Liga Narodów bez uszczerbku moralnego ominąć nie może, — chodzi tu już o prawa **większości** samej, o uprawnienia i wolności całego ludu, który się z niewoli obcej wydobył, by dostać się pod jarzmo garstki polityków i wojskowych, zjednoczonych celem wyzyskania dla swych nędznych interesów, starczej nienawiści i popędliwości megalomana, niszczącego gorliwie dzieło, jakie sam był stworzył.

Po powrocie z Chin dowiedziałem się, co się w Polsce w przeddzień wyborów listopadowych stało i zapoznałem się z owym dokumentem mściwości: tekstem interpelacji, przedstawionej przez Blok opozycyjny reszcie Sejmu polskiego.

Historja dyktatur współczesnych okazuje bardziej krwawe karty; śmiem jednak twierdzić, że bardziej haniebnej w niej nie znajdzie.

Inne dyktatury potrafiły rozwiązać gwałtem Parlamenty, rozpędzić bagnetami przedstawicielstwo narodowe, wydać na pastwę band zbrodniczych, pokonanych przeciwników, których znaczenia jednak w dalszym ciągu sie lękały.

Danem było rządowi, który ma jeszcze czoło występować w Genewie jako rząd wolnego narodu, popełnienie wobec ludzi i instytucj

demokratycznych zamachu jak najbardziej niskiego, nacechowanego jaknajnikczemniejszą hipokryzją i (to słowo jedynie oddaje całkowicie moją myśl) jak najdzikszem rozpasaniem, jakiego Europa od dziesięciu lat nie zaznała!

Gdy 16. grudnia ub. r. poseł Czapiński wystąpił ze swą interpelacją, ów Sejm nieprześcigniony w lojalności, owe zgromadzenie znikczemniałe, służące jako kulisa dla dyktatury, nedaremnie usiłowało pogrążyć ją w milczeniu.

W Paryżu, w Londynie, w Brukseli, jak i w Wiedniu, czy Berlinie, w kołach parlamentarnych zarówno jak i w świecie syndykatów i tradeunionów, podniósł się, skoro tylko nadeszły wiadomości o Brześciu, jednomyślny okrzyk oburzenia i protestu.

Lecz nie wystarczy wiedzieć, że dla złamania swych przeciwników, dla zdławienia głosu mniejszości narodowych, dla sfałszowania legalnego ujawnienia woli ludności, rząd, który w Genewie reprezentowany jest przez p. **Zaleskiego,** zanulował listy opozycyjne, których sukces był zapewniony, jak np. w okręgu krakowskim, na czele której stał Daszyński, że wtrącił do straszliwego więzienia wszystkich przywódców partji przeciwnych, że wydał na pastwę swych policjantów i żandarmów, oraz zastępu obskurnych siepaczy ludzi, którzy do niedawna jeszcze, spełniali najwybitniejsze funkcje w Państwie.

W szczegóły wejść należy, należy poznać same fakty, by wiedzieć, do jakich wybryków brutalności i zarazem sadystycznej hipokryzji, mieli czoło uciec się wykonawcy, „wzniosłych dzieł" Marszałka Piłsudskiego, by dopiąć swych celów.

Co się tyczy słusznie tak nazwanych „ludzi Brześcia", dokumentów mamy podostatkiem i Międzynarodówka uznała za swój obowiązek, je opublikować.

Gdy się czyta i znów czyta tekst interpelacji sejmowej, informacje, jakie Józef Sax z pierwszej ręki otrzymal dla brukselskiego „Peuple", tak wielce wymowny i odważny protest 46 profesorów Wszechnicy krakowskiej, sprawozdania prezydenta Komitetu francusko-polskiego, Locquina, który w czasie wyborów bawił w Polsce, — wszystkie te głosy zgodne są ze sobą, wszystkie podają z całą precyzją szczegóły, nie dopuszczające żadnej wątpliwości co do realności samych faktów.

Ustalone zostało, że na rozkaz Marszałka Piłsudskiego, 88 byłych posłów na kilka tygodni przed wyborami pod czczym pretekstem aresztowano, że 20 z pośród nich, — a między nimi byli ludzie tej miary jak Liberman i Barlicki, Przewodniczący i Wiceprzewodniczący Egzekutywy P. P. S., — Witos z Partji „Piasta", dawny Prezes Rady Ministrów, — Korfanty, leader Chrześcijańskiej Demokracji, jeden z głównych przywódców walki o niepodległość Polski przed wojną, — Aleksander Dębski z Narodowej Demokracji, były członek Delegacji

polskiej w Wersalu, — zostało wbrew wszelkiemu prawu wtrąconych do więzienia wojskowego w Brześciu, gdzie w ciągu dwóch miesięcy poddawano ich istnym torturom, bito, katowano, kopano, zagrażano śmiercią, zmuszano do czyszczenia wychodków, zniewalano do żywienia się cuchnącemi strawami, dręczono przez zezwierzęconych dozorców, których niskie instynkty gwałtu i okrucieństwa podniecane były jeszcze z wyrafinowanym sadyzmem przez przełożonych, działających na rozkaz.

Po wyborach, gdy cel jego był osiągnięty i gdy ze wszech stron podnosiły się protesty, których zlekceważyć nie był w stanie, rząd dyktatorski postanowił popuścić cugle i wypuścił na wolną stopę większość więźniów. Zastrzegł sobie jednak oddanie ich pod ten lub ów sąd polityczny, gdzie usiłować będą, po odbyciu kary, usprawiedliwić przynajmniej aresztowania, jeśli nie same praktyki zbrodnicze.

Petrzebny więc jest natychmiastowy i nieugięty wysiłek w kierunku dotarcia do prawdy, a cała prawda o Brześciu na jaw wyjdzie.

W liście otwartym, który profesorowie Uniwersytetu krakowskiego mieli odwagę wystosować do swego kolegi, profesora ekonomji politycznej, posła Bloku rządowego, Krzyżanowskiego, jest powiedziane: „Głęboko przekonani jesteśmy, że w ostatnich latach mnóstwo zdarzeń przyczyniło się do zachwiania moralnemi podstawami życia politycznego i społecznego Polski i zagraża rozwojowi, a nawet samemu bytowi Państwa Polskiego. Z tych zdarzeń najbardziej niepokojącą jest sprawa Brześcia. Sprawa ta nie może być sankcjonowana milczeniem kół inteligencji."

Nie może ona również być uświęcona milczeniem tych, którzy zmartwychwstanie Polski powitali jako zwycięstwo prawa i nie przestali żywić dla niej jak najszczerszej i najgłębszej sympatji.

Inni może zechcą z tych smutnych wydarzeń wyciągnąć zysk polityczny dla swych specjalnych celów.

Odmienne uczucie kierowało Polską Partją Socjalistyczną i Niemiecką Socjalistyczną Partją Pracy w Polsce, gdy dla wspólnego protestu się połączyły; wiedziony takiemsamem jak one uczuciem, przykładam wagę do tego, by przyłączyć się do nich w imieniu Międzynarodówki.

Bruksela, dnia 6. styczną 1931.

Emil Vandervelde.

Piekło Brześcia-Litewskiego przed forum Sejmu.

Tekst interpelacji wniesionej na posiedzeniu Sejmu z dnia 16 grudnia 1930 r. przez posła Czapińskiego w imieniu posłów związku parlamentarnego Polskiej Partji Socjalistycznej (PPS), klubu parlamentarnego posłów chłopskich („Stronnictwo Chłopskie", „Wyzwolenie" i Stronnictwo Ludowe „Piast"), klubu Narodowej Partji Robotniczej i klubu Chrześcjańskich Demokratów.

Do Pana Prezesa Rady Ministrów

w sprawie bezprawnego aresztowania byłych posłów, pomieszczenia ich w więzieniu wojskowem w Brześciu nad Bugiem (Brześciu Litewskim) i traktowania ich tamże sprzecznie nie tylko z obowiązującemi przepisami prawnemi, lecz również z poczuciem honoru i ludzkiej godności.

I.

W nocy z dnia 9 na 10 września 1930 r. aresztowani zostali przez policję państwową i żandarmerję wojskową obywatele cywilni:

1. p. Norbert **Barlicki,** b. poseł na Sejm, b. członek Rady Obrony Państwa i delegat do zawarcia traktatu pokojowego z Rosją Sowiecką, przewodniczący Centralnego Komitetu Wykonawczego Polskiej Partji Socjalistycznej;

2. p. Kazimierz **Bagiński,** b. poseł na Sejm członek organizacji wojskowych, oficer W. P. oznaczony orderem „Virtuti Militari";

3. p. Adam **Ciołkosz,** b. poseł na Sejm, czynny działacz stronnictwa P. P. S. w Tarnowie:

4. p. Włodzimierz **Celewicz,** b. poseł na Sejm;

5. p. Aleksander **Dębski,** b. poseł na Sejm, b. wojewoda i znany działacz społeczny Stronnictwa Narodowego.

6. p. Stanisław **Dubois,** b. poseł na Sejm, członek redakcji „Robotnika" działacz w organizacjach młodzieży;

7. Dr. Władysław **Kiernik,** b. poseł na Sejm, b. Minister Spraw Wewnętrznych i członek Delegacji Polskiej dla zawarcia traktatu pokojowego z Rosją Sowiecką;

8. p. Jan **Kwiatkowski,** b. poseł na Sejm;

9. p. Osyp **Kohut,** b. poseł na Sejm;

10. Dr. Herman **Liberman,** b. poseł na Sejm, obrońca Legjonistów w znanym procesie Marmaros-Sziget, prokurator z ramienia Sejmu w sprawie pociągnięcia przed Trybunał Stanu p. Ministra Czechowicza;

11. p. Jan **Leszczyński,** b. poseł na Sejm;

12. p. Mieczysław **Mastek,** b. poseł na Sejm, zastępca przewodniczącego Związku Zawodowego Pracowników Kolejowych;

13. Dr. Józef **Putek,** b. poseł na Sejm i znany działacz ludowy;

14. Dr. Adam **Pragier,** b. poseł na Sejm, profesor Wolnej Wszechnicy, znany działacz społeczny;

15. p. Karol **Popiel,** poseł na Sejm do r. 1928, znany działacz Narodowej Partji Robotniczej;

16. p. Dymitr **Palijew,** b. poseł na Sejm;

17. p. Adolf **Sawicki,** b. poseł na Sejm;

18. p. Aleksander **Wisłocki,** b. poseł na Sejm;

19. p. Wincenty **Witos,** b. poseł na Sejm, dwukrotny premjer rządu polskiego, członek Rady Obrony Państwa, przywódca Stron. Ludowego „Piast".

Wreszcie dnia 26 września 1930 r. po zamknięciu Sejmu Śląskiego:

20. p. Wojciech **Korfanty,** b. poseł na Sejm, znany działacz narodowy w b. zaborze pruskim, b. Wice-Premjer rządu, w domu swym w Katowicach.

Do aresztowanych dodano b. posła na Sejm, członka Klubu B. B. W. R. wydanego przez Sejm poprzedni na żądanie Prokuratorji, a za jego zgodą pod zarzutem popełnionych rzekomo zbrodni, kradzieży i sprzeniewierzenia.

21. p. **Baćmagę.**

Zamierzone aresztowanie zostało postanowione przez członków rządu znacznie wcześniej, gdyż stwierdza to w swym wywiadzie z dnia 14 września 1930 r. p. Premjer rządu, twierdząc, że kazał zebrać poruszone przez Prokuraturę sprawy oraz fakt, że już na parę dni przed aresztowaniem zarządzone zostało przygotowanie cel więziennych w twierdzy wojskowej w Brześciu n. B. i zarządzone przeniesienie w charakterze Komendanta twierdzy brzeskiej płk. 38 p. piech. w Przemyślu **p. Kostka-Biernackiego.** Aresztujące władze miały więc dostatecznie

czasu i możności do odniesienia się w tej sprawie do właściwych władz sądowych i osiągnięcia od nich nakazu aresztowania obwinionych.

Mimo to aresztowanie dokonane zostało bez nakazu Sądu, wyłącznie na podstawie pisemnego polecenia p. Ministra Spraw Wewnętrznych **Składkowskiego** wystawionego bez daty i bez podania powodu aresztowania.

Tego rodzaju sposób aresztowania, sprzeczny z obowiązującemi przepisami procedury karnej, jest jaskrawem poniewieraniem prawa ze strony ówczesnego rządu.

II.

Aresztowanych w ten niezwykły sposób policja państwowa i żandarmerja wojskowa, w zamkniętych karetkach uwiozła w niewiadomym dla nich kierunku. Cała droga odbywała się wśród przezwisk i gróźb pod adresem aresztowanych. Aresztowanego Dr. H. **Libermana** w drodze poza Siedlcami asystujące władze policyjne i żandarmerja zbiły do nieprzytomności. W pewnym momencie eskortujący komisarz P. P. zatrzymał auto, nakazał Dr. **Libermanowi** wysiąść z niego, a po chwili żandarm wojskowy rozkazał udać mu się do lasu, gdzie czekać miał na niego komisarz P. P. Dr. **Liberman,** podejrzewając w tem zasadzkę, **iść nie chciał,** mimo to **został tam zagnany kolbami żandarmów.** Gdy stanął w lesie przed komisarzem P. P. ten ze słowami: „Dlaczego, drabie, nie idziesz gdzie cię wołam," uderzył **go dwa razy w kark,** nadwyrężając mu ścięgno. Pod tymi razami Dr. Liberman **padł na ziemię,** a wówczas własnym jego płaszczem **obwinięto mu głowę,** na której jeden z eskortujących usiadł, **zdarto z niego ubranie** i wśród wyzwisk i krzyków **„ty śmiesz oskarżać Czechowicza, ty śmiesz podnosić głos przeciwko Panu Marszałkowi",** zbito go do nieprzytomności, zadając mu dwadzieścia przeszło krwawych ran, które później jeszcze stwierdził na jego ciele siedzący z nim w celi współaresztowany p. Karol **Popiel.** Po tej masakrze Dr. Liberman odzyskał przytomność dopiero **na drodze,** wleczony z powrotem do auta przez dwuch eskortujących go ludzi.

III.

Aresztowani zostali **bezprawnie** osadzeni w wojskowem więzieniu w Brześciu n. B., podlegającem władzom wojskowym, a specjalnie delegowanemu w tym celu p. płk. **Kostkowi-Biernackiemu,** — jakkolwiek wszyscy oni byli osobami cywilnemi i wszyscy pociągnięci byli do odpowiedzialności karnej, na podstawie zarządzeń władz cywilnych. Pomieszczonych w ten sposób, wbrew istniejącemu prawu, w twierdzy wojskowej, poddano w charakterze podkomendnych władzy wojskowej, a specjalnie p. płk. **Kostka-Biernackiego** i usunięto ich

przez to z pod ingerencji **właściwych** władz sądowych, jakkolwiek obowiązujące prawo przepisuje wyraźnie, że więzienia wszelkiego rodzaju i więźniowie cywilni **podlegają Ministrowi Sprawiedliwości** (rozp. Prez. R. P. z dnia 17 marca 1928 r. Dz. U. 29/28:), a więzienia wojskowe służą jedynie do przetrzymywania osób **podlegających** Sądownictwu Wojskowemu (Rozkaz Min. Spr. Wojsk. z dnia 29 października 1919 r. L. 4996/19).

Ta bezprawnie zastosowana ingerencja władz wojskowych odnośnie do aresztowanych, rozciągnięta została również na prowadzenie śledztwa wobec aresztowanych. Kiedy bowiem dnia 11 września 1930 r. wezwany został przez sędziego śledczego Dr. Liberman, w pokoju obok sędziego znajdował się płk. **Kostek-Biernacki,** kilku oficerów i prokurator **Michałowski.** Dr. **Liberman,** po zeznaniu generalji i oświadczeniu, że do winy się nie poczuwa, na zapytanie, w jaki sposób miał się dopuścić zarzuconej zbrodni, otrzymał od sędziego śledczego odpowiedź: **„Przez przygotowanie Kongresu Centrolewu, który miał przemocą obalić rząd.“** Wówczas pomiędzy aresztowanym a sędzią śledczym nastąpiła następująca wymiana zdań i odpowiedzi: „Która prokuratura mnie o ten czyn obwinia?“ — „Warszawska.“ — „Dlaczego więc znajduję się w Brześciu w więzieniu wojskowem?“ — **„Tego nie wiem — to nie moja rzecz.“** „A co mam uczynić, by skomunikować się z sędzią lub prokuratorem?“ — „Wniesie Pan podanie do prokuratora.“ Na to wtrącił się płk. **Kostek-Biernacki** oświadczając: **„Muszę to twierdzenie sprostować** — żadne podanie — **będzie się Pan musiał zgłosić do raportu.“** Oświadczenie to, **sprzeczne** z przepisami kodeksu postępowania karnego, zarówno sędzia śledczy jak i prokurator **przyjęli w milczeniu.**

Aresztowani, w nieznany dotąd w sądownictwie sposób, zostali zupełnie odcięci od świata i nie zezwolono im nietylko na **komunikowanie** się z ich obrońcami, lecz równiez z najbliższymi członkami rodzin, jakkolwiek, czując się bliskimi śmierci, prosili o to zarówno Dr. **Liberman** jak i p. **Korfanty.** Czem dyktowana była ta izolacja, trudno pojąć zwłaszcza dziś, gdy aresztowani zostali puszczeni na wolność za kaucją bez obawy, że będą mogli oni wpływać na świadków lub zacierać ślady swoich „zbrodni“. Przypuszczać więc należy, że została ona podyktowana **innymi względami,** aniżeli celowość przeprowadzenia samego śledztwa, tembardziej, że wobec rodzin interwenjujących p. sędzia śledczy oświadczył, że decyzja w tej mierze **nie do niego należy.**

IV.

Do aresztowanych zastosowano **zaostrzony regulamin wojskowy,** nie stosowany **nawet do dezerterów.**

Niesłychanie **ostre** przepisy regulaminowe, które bezprawnie zastosowano wobec aresztowanych osób cywilnych — w praktyce **zaostrzone zostały** przez sprawujących nadzór więzienny oficerów i żandarmów W. P.

Do ludzi, zajmujących wysokie stanowiska w społeczeństwie polskiem, zarówno żandarmi jak i oficerowie odzywali się z reguły przez **„ty"**, obrzucali ich najordynarniejszemi wyzwiskami i używali do najbardziej ciężkich i ordynarnych robót. Premjer rządu polskiego **Witos**, długoletni poseł, obrońca legjonistów, podpułkownik W. P. w rezerwie, Dr. H. **Liberman,** profesor Wolnej Wszechnicy Dr. **Pragier** i inni **używani byli do czyszczenia szmatą lub krótką miotełką, a więc prawie gołemi rękami, ustępów, do mycia podłóg i kurytarzy pod nadzorem żołnierzy do tego stopnia, że nieprzyzwyczajeni do tych robót omdlewali wprost ze znużenia.** Dr. **Liberman** przy tego rodzaju pracy dostał silnego ataku sercowego i dopiero przy pomocy swego współtowarzysza niedoli, p. **Witosa,** został z powrotem odprowadzony do sali.

Aresztowanym **odmówiono** kąpieli, a tylko wyjątkowo za poprzednim zgłoszeniem się do raportu, zezwalano na mycie nóg.

Do dnia 9 listopada 1930 r. aresztowani otrzymywali wikt, który obliczony był na **specjalne ich głodzenie** i nie odpowiadał ani żadnemu w tej mierze przepisowi, ani dotychczasowym zwyczajom. Sędzia śledczy **odmawiał rodzinom prawa dostarczania żywności, motywując swoją odmowę tym, że porcje żywnościowe, otrzymywane przez więźniów, są wystarczające.**

V.

Za lada przestępstwo regulaminu więziennego lub jakiegokolwiek bądź uchybienia wobec personelu nadzorczego — stosowane były wobec aresztowanych **nieludzkie kary dyscyplinarne.**

Ciemnica, do której wrzucano poszczególnych aresztowanych w odosobnieniu, **nie dając im nawet kubła dla spełniania naturalnych potrzeb — twarde łoże,** które polegało na tym, że **usuwano siennik** i pozostawiano tylko rozłożone w pewnej odległości od siebie drewniane okrajki, **wreszcie post,** w czasie którego podawano jedynie **trochę chleba i ciepłą osoloną wodę.**

Mniej więcej **raz na tydzień** stosowano wobec aresztowanych **stałe rewizje,** jakkolwiek nie mieli oni możności ani komunikowania się między sobą, ani ze światem zewnętrznym tak, że podejrzenia o posiadanie przez nich jakichkolwiek niedozwolonych przedmiotów — **nie mogły być niczem uzasadnione.** Rewizje te więc, stosowane w nocy, były tylko jednym ze sposobów **łamania ducha i fizycznego znęcania się nad aresztowanymi.** Do rewizji aresztowani wyprowadzani byli ze

swych cel do osobnej ubikacji **pół-ciemnej na dole, rozbierali się do naga i musieli stać bosemi nogami na zimnej posadzce, przyczem traktowani byli w urągliwy sposób przez rewidujących strażników.**

VI.

Najstraszniejszem jednak ze wszystkiego było **wyrafinowane znęcanie się fizyczne i moralne nad aresztowanymi.**

W nocy z dnia 9 na 10 października 1930 r. **klucznik wyprowadził p. Karola Popiela** przez oświetlony korytarz do kancelarji, za którą znajdowała się ciemna, pusta sala. W drzwiach stał kapitan Dep. Uzbr. M. S. Wojsk. Gdy p. **Popiel,** na rozkaz kapitana, wszedł na próg ciemnego pokoju, **porwany został przez kilka rąk. Jeden żandarm chwycił go za głowę, drugi za nogi pod kolana i w ten sposób rzucono go na stołek. Na krzyże narzucono mu mokrą płachtę, a gdy krzyknął: „Bójcie się Boga,“ — otrzymał pierwsze uderzenie jakiemś żelaznem narzędziem, prawdopodobnie stemplem od karabina i słyszał głos: „To za Sikorskiego, to za Żymirskiego.“ Uderzeń takich otrzymał p. Popiel conajmniej trzydzieści. W trakcie bicia bowiem zemdlał, a odzyskawszy chwilowo świadomość, słyszał jeszcze liczenie „dwadzieścia pięć“, a następnie po paru sekundach rozkaz „stać“, potem bicie przerwano. Towarzyszący tej egzekucji kapitan odezwał się do skatowanego: „Cieszyć się, że tak mało, następnym razem Marszałek Piłsudski każe kulę w łeb.‘,**

Skatowanego p. **Popiela,** podając z rąk do rąk, sprowadzono z kilkunastu stopni do celi piwnicznej, **gdzie został przetrzymany przez kilka dni.**

Egzekucji nad p. **Popielem** towarzyszył kapitan **Mieczysław Kędzierski.** Do celi, do której został p. **Popiel** wtrącony po pobiciu, wchodził ponadto mjr. **Edward Gorczyński** z dawnych drużyn strzeleckich.

W podobny sposób pobici zostali pp. **Bagiński i Korfanty, poszturchany** ponadto przez żandarma został Dr. **Putek i Barlicki, obity w barbarzyński sposób po twarzy został p. Kohut i inni.**

Wyliczenia te nie **wyczerpują** jednak wszystkich ofiar barbarzyńskiego postępowania wojskowego personelu strażniczego.

W czasie stosowania bicia z reguły **puszczano w ruch motor dla wyciągu wody, aby jego warkotem stłumić jęki katowanych ofiar.** Doszło do tego, że odezwanie się warkotu motoru było oznaką dla uwięzionych, że któryś z nich poddany jest znowu katuszom bicia.

VII.

Obok tych fizycznych tortur przechodzili aresztowani cięższe bodaj jeszcze tortury duchowe. Odcięci zupełnie od świata, nie wiedząc co się dzieje w kraju, o co ich oskarża się i jaki los może ich czekać — **aresztowani pozostawali pod ustawiczną grozą śmierci.** Wobec Dr. **Pragiera** p. płk. Biernacki oświadczył wprost: **„Pan obraziłeś mojego przełożonego, tak jakbyś Pan obraził mnie samego, mógłbym Pana kazać tu pod tą ścianą rozstrzelać i niktby mi słowa nie powiedział.“** W ten sam sposób wyrażał się płk. **Biernacki** wobec **Dr. Libermana, twierdząc, „że wszyscy aresztowani zależą od rozkazu Marszałka Piłsudskiego i tylko rozkaz Marszałka Piłsudskiego rozstrzygać będzie o ich losie“.** Jeden zaś z oficerów, nieznany z nazwiska, oświadczył wobec Dr. **Libermana: „Los aresztowanych zależy wyłącznie od decyzji Marszałka Piłsudskiego, gdy on każe ich zabić, to oni ich zabiją, gdy każe okaleczyć, to ich okaleczą“. P. Barlickiemu** oświadczył p. płk. **Biernacki: „Pan tak zelżył Marszałka Piłsudskiego, że Pan niema co liczyć na sądy, prawo jest prawem wprawdzie, ale Pan zelżył Marszałka zanadto.“**

Ażeby świadomość tej groźby podtrzymać w uwięzionych, **inscenizowano od czasu do czasu fikcyjne egzekucje.**

I tak w pierwszych dniach października 1930 r. do celi, w której siedział Dr. **Liberman i p. Popiel,** wszedł oficer i wydając rozkaz: „ubrać płaszcze“ kazał im pójść ze sobą. Na zapytanie p. **Popiela,** czy może zabrać ze sobą chleb, **oficer odpowiedział: „Nie będzie wam już nic więcej potrzeba,“ przyczem wykonał odpowiedni ruch ręką.** Obaj więźniowie przeprowadzeni zostali do celi na dole, w której odbywały się normalne rewizje. Cela była pusta, siennik z łóżka wyjęty, na podłodze rozrzucona słoma. Wprowadzeni tam **Dr. Liberman i p. Popiel, przekonani byli, że czekaja na wykonanie na nich egzekucji.** Po chwili usłyszeli w sąsiedniej celi ruch i kroki, a potem donośny głos: **“Odwrócić się do ściany“ i dwukrotny suchy trzask jakby dwa wystrzały.** W najwyższem przedśmiertnem zdenerwowaniu czekali teraz na swą kolej. Po upływie dość długiego czasu, w powolny sposób zaczęto otwierać ich celę, do której weszły trzy osoby z oficerem. Znowu zabrzmiał głos: „Odwrócić się do ściany,“ byli przekonani, że nastąpią strzały. Skończyło się tylko na rewizji.

VIII.

Do stosowania tych tortur lub dozorowania nad ich stosowaniem używani byli oficerowie **Wojsk Polskich,** którzy w tym celu specjalnie odkomenderowani zostali ze swych oddziałów do **Brześcia n. B.**

W ten sposób odkomenderowani zostali:

1) płk. **Kostek-Biernacki,** D-ca 38 p. p. z Przemyśla;

2) ppłk. **Ryszanek** z Wyższej Szkoły Wojennej;

3) mjr. **Gorczyński** Edward ze Służby Łączności;

4) mjr. sap. **Perko Stanisław,** zastępca komendanta szkoły oficerów rezerwy w Modlinie;

5) kpt. **Majta** z 20 pułku artylerji polowej;

6) kpt. **Kędzierski** Mieczysław z Departamentu Uzbrojenia Min. Spr. Wojskowych.

Przez powyżej opisane bezprawne uwięzienie aresztowanych, przez podanie ich bezprawnie jako osób cywilnych pod dyscyplinę wojskową i zatrzymanie sprzecznie z prawem w więzieniu wojskowem, przez opisane powyżej traktowanie ich w tym więzieniu i nieludzkie znęcanie się nad nimi, wreszcie przez użycie do tego oficerów Armji Polskiej — naruszone zostało przez ówczesny rząd nie tylko obowiązujące prawo, lecz zdeptany został honor i godność państwa i narodu polskiego.

Wobec tego podpisani zapytują:

1) Co Pan Premjer zamierza uczynić, by winnych pociągnąć do odpowiedzialności i wymierzyć im zasłużoną karę;

2) Jakie kroki zamierza przedsięwziąć, by na przyszłość uniknąć podobnego pogwałcenia prawa wobec obywateli państwa.

Warszawa, dnia 16 grudnia 1930 r.